

Universal Postal Union. Signed at Cairo, March 20, 1934; ratified and approved by the Postmaster General, September 13, 1934; approved by the President, October 4, 1934. March 20, 1934.

UNION POSTALE UNIVERSELLE.

UNIVERSAL POSTAL UNION¹

CONVENTION POSTALE UNIVERSELLE.

UNIVERSAL POSTAL CONVENTION

Universal Postal Convention.

TABLE DES MATIÈRES.

TABLE OF CONTENTS

Table of Contents.

TITRE I

TITLE I

DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE.

UNIVERSAL POSTAL UNION

CHAPITRE I

CHAPTER I

Organisation et ressort de l'Union.

Organization and extent of the Union

Art.

Art.

1. Constitution de l'Union.
2. Adhésions nouvelles. Procédure.
3. Convention et Arrangements de l'Union.
4. Règlements d'exécution.
5. Traités et arrangements spéciaux. Unions restreintes.
6. Législation intérieure.
7. Relations exceptionnelles.
8. Colonies, Protectorats, etc.
9. Application de la Convention aux Colonies, Protectorats, etc.
10. Ressort de l'Union.
11. Arbitrages.
12. Sortie de l'Union. Cessation de participation aux Arrangements

1. Constitution of the Union.
2. New Adhesions. Procedure.
3. Convention and Agreements of the Union.
4. Regulations of Execution.
5. Special treaties and agreements. Restricted Unions.
6. Domestic legislation.
7. Exceptional relations.
8. Colonies, Protectorates, etc.
9. Application of the Convention to Colonies, Protectorates, etc.
10. Extent of the Union.
11. Arbitration.
12. Withdrawal from the Union. Termination of participation in the Agreements.

CHAPITRE II

CHAPTER II

Congrès. Conférences. Commissions.

Congresses. Conferences. Committees

13. Congrès.
14. Ratifications. Mise à exécution et durée des Actes des Congrès.
15. Congrès extraordinaires.
16. Règlement des Congrès.
17. Conférences.
18. Commissions.

13. Congresses.
14. Ratifications. Entry into force and duration of the Acts of Congresses.
15. Extraordinary Congresses.
16. Regulations for Congresses.
17. Conferences.
18. Committees.

CHAPITRE III

CHAPTER III

Propositions dans l'intervalle des réunions.

Propositions in the interval between meetings

19. Introduction des propositions.
20. Examen des propositions.
21. Conditions d'approbation.
22. Notification des résolutions.
23. Exécution des résolutions.

19. Introduction of propositions.
20. Examination of propositions.
21. Conditions of approval.
22. Notification of decisions.
23. Effective date of decisions.

¹ English translation by Post Office Department.

Table of Contents—
Continued.

CHAPITRE IV

Du Bureau international.

- Art.
24. Attributions générales.
25. Dépenses du Bureau international.

TITRE II

RÈGLES D'ORDRE GÉNÉRAL.

CHAPITRE UNIQUE

26. Liberté de transit.
27. Interdiction de taxes non prévues.
28. Suspension temporaire de services.
29. Monnaie-type.
30. Equivalents.
31. Formules. Langue.
32. Cartes d'identité.

TITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT
LES CORRESPONDANCES
POSTALES.

CHAPITRE I

Dispositions générales.

33. Objets de correspondance.
34. Taxes et conditions générales.
35. Affranchissement.
36. Taxe en cas d'absence ou d'insuffi-
sance d'affranchissement.
37. Surtaxes.
38. Taxes spéciales.
39. Objets passibles de droits de
douane.
40. Contrôle douanier.
41. Droit de dédouanement.
42. Droits de douane et autres droits
non postaux.
43. Envois francs de droits.
44. Annulation des droits de douane et
autres droits non postaux.
45. Envois exprès.
46. Interdictions.
47. Modalités d'affranchissement.
48. Affranchissement des correspon-
dances à bord des navires.
49. Franchise postale.
50. Coupons-réponse.
51. Retrait. Modification d'adresse.
52. Réexpédition. Rebutis.
53. Réclamations.

CHAPITRE II

Envois recommandés.

54. Taxes.
55. Avis de réception.
56. Etendue de la responsabilité.
57. Exceptions au principe de la respon-
sabilité.
58. Cessation de la responsabilité.
59. Paiement de l'indemnité.
60. Délai de paiement de l'indemnité.
61. Détermination de la responsabilité.
62. Remboursement de l'indemnité à
l'Administration expéditrice.

CHAPTER IV

International Bureau

- Art.
24. General functions.
25. Expenses of the International
Bureau.

TITLE II

GENERAL REGULATIONS

SOLE CHAPTER

26. Liberty of transit.
27. Prohibition against unauthorized
charges.
28. Temporary suspension of services.
29. Monetary standard.
30. Equivalents.
31. Forms. Language
32. Identity cards.

TITLE III

PROVISIONS CONCERNING POS-
TAL CORRESPONDENCE

CHAPTER I

General provisions

33. Articles of correspondence.
34. Rates and general conditions.
35. Prepayment.
36. Charge on unprepaid or insuffi-
ciently prepaid correspondence.
37. Surcharges.
38. Special charges.
39. Dutiable articles.
40. Customs inspection.
41. Customs-clearance fee.
42. Customs duties and other non-
postal charges.
43. Prepayment of customs duty, etc.
44. Cancellation of customs duty and
other non-postal charges.
45. Special-delivery articles.
46. Prohibitions.
47. Methods of prepayment.
48. Prepayment of correspondence on
board ships.
49. Franking privilege.
50. Reply coupons.
51. Withdrawal. Change of address.
52. Forwarding. Undelivered corre-
spondence.
53. Inquiries.

CHAPTER II

Registered articles

54. Charges.
55. Return receipts.
56. Extent of responsibility.
57. Exceptions to the principle of
responsibility.
58. Termination of responsibility.
59. Payment of indemnity.
60. Period for payment of indemnity.
61. Fixing of responsibility.
62. Repayment of the indemnity to
the Administration of origin.

CHAPITRE III

Envois contre remboursement.

- Art. 63. Taxes et conditions. Liquidation.
64. Annulation ou réduction du montant du remboursement.
65. Responsabilité en cas de perte de l'envoi.
66. Garantie des sommes encaissées régulièrement.
67. Indemnité en cas de non-encaissement du montant du remboursement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.
68. Sommes encaissées régulièrement. Indemnités. Paiement et recours.
69. Délai de paiement.
70. Détermination de la responsabilité.
71. Remboursement des sommes avancées.
72. Mandats de remboursement et bulletins de versement.
73. Bonification de la taxe et du droit de remboursement.

CHAPITRE IV

Attribution des taxes. Frais de transit.

74. Attribution des taxes.
75. Frais de transit.
76. Exemption de frais de transit.
77. Services extraordinaires.
78. Paiements et décomptes.
79. Echange de dépêches closes avec des bâtiments de guerre.

Dispositions diverses.

80. Inobservation de la liberté de transit.
81. Engagements.

Dispositions finales.

82. Mise à exécution et durée de la Convention.

PROTOCOLE FINAL DE LA
CONVENTION.

- I. Retrait. Modification d'adresse.
II. Equivalents. Limites maxima et minima.
III. Once avoirdupois.
IV. Dépôt de correspondances à l'étranger.
V. Coupons-réponse.
VI. Droit de recommandation.
VII. Services aériens.
VIII. Frais spéciaux de transit par le Transsibérien et le Transandin.
IX. Frais spéciaux de transit par la République O. de l'Uruguay.
X. Frais d'entrepôt spéciaux à Aden.
XI. Frais spéciaux de transbordement.
XII. Protocole laissé ouvert aux Pays non représentés.
XIII. Protocole laissé ouvert aux Pays représentés pour signatures et adhésions.
XIV. Délai pour la notification des adhésions.

CHAPTER III

Collect-on-delivery articles

- Art. 63. Rates and conditions. Settlement.
64. Cancellation or reduction of the amount to be collected.
65. Responsibility in case of loss of articles.
66. Guarantee of sums regularly collected.
67. Indemnity in case of non-collection, insufficient or fraudulent collection of the C. O. D. charge.
68. Sums regularly collected. Indemnity. Payment and recourse.
69. Period for payment.
70. Fixing of responsibility.
71. Repayment of sums advanced.
72. C. O. D. money orders and transfer bulletins.
73. Sharing of C. O. D. charges and fees.

CHAPTER IV

Retention of postage. Transit charges

74. Retention of postage.
75. Transit charges.
76. Freedom from transit charges.
77. Extraordinary services.
78. Payments and accounts.
79. Exchange of closed mails with warships.

Various provisions

80. Failure to observe liberty of transit.
81. Obligations.

Final provisions

82. Effective date and duration of the Convention.

FINAL PROTOCOL OF THE
CONVENTION

- I. Withdrawal. Change of address.
II. Equivalents. Maximum and minimum limits.
III. Avoirdupois ounce.
IV. Mailing of correspondence in another country.
V. Reply coupons.
VI. Registration fee.
VII. Air services.
VIII. Special transit charges for the Trans-Siberian and Trans-Andean routes.
IX. Special transit charges for the Oriental Republic of Uruguay.
X. Special warehousing charges at Aden.
XI. Special charges for transshipment.
XII. Protocol left open to the countries not represented.
XIII. Protocol left open to the countries represented for signatures and adhesions.
XIV. Period for notification of adhesions.

Universal Postal
Convention.

CONVENTION POSTALE
UNIVERSELLE

CONCLUE ENTRE

Contracting Powers. L'AFGHANISTAN, L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, L'ALBANIE, L'ALLEMAGNE, les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, l'ensemble des POSSESSIONS INSULAIRES des ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE autres que les ILES PHILIPPINES, les ILES PHILIPPINES, le ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE, la RÉPUBLIQUE ARGENTINE, la COMMONWEALTH DE L'Australie, L'Autriche, la BELGIQUE, la COLONIE DU CONGO BELGE, la BOLIVIE, le BRÉSIL, la BULGARIE, le CANADA, le CHILI, la CHINE, la RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, la RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, la RÉPUBLIQUE DE CUBA, le DANEMARK, la VILLE LIBRE DE DANZIG, la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, L'EGYPTE, L'EQUATEUR, L'ESPAGNE, l'ensemble des COLONIES ESPAGNOLES, L'ESTONIE, L'ETHIOPIE, la FINLANDE, la FRANCE, L'ALGÉRIE, les COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, l'ensemble des autres COLONIES FRANÇAISES, le ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, LA GRÈCE, le GUATÉMALA, la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, la RÉPUBLIQUE DU HONDURAS, la HONGRIE, L'INDE BRITANNIQUE, L'IRAQ, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, L'ISLANDE, L'ITALIE, l'ensemble des COLONIES ITALIENNES, le JAPON, le CHOSEN, l'ensemble des autres DÉPENDANCES JAPONAISES, la LETTONIE, les ETATS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS (SYRIE ET LIBAN), la RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA, la LITHUANIE, le LUXEMBOURG, le MAROC (à l'exclusion de la ZONE ESPAGNOLE), le MAROC (ZONE ESPAGNOLE), le MEXIQUE, le NICARAGUA, la NORVÈGE, la NOUVELLE - ZÉLANDE, la RÉPUBLIQUE DE PANAMA, le PARAGUAY, les PAYS-BAS, CURAÇAO et SURINAM, les INDES NÉER-

UNIVERSAL POSTAL
CONVENTION

CONCLUDED BETWEEN

AFGHANISTAN, the UNION OF SOUTH AFRICA, ALBANIA, GERMANY, the UNITED STATES OF AMERICA, the whole of the INSULAR POSSESSIONS OF THE UNITED STATES OF AMERICA other than the PHILIPPINE ISLANDS, the PHILIPPINE ISLANDS, the KINGDOM OF SAUDI ARABIA, the ARGENTINE REPUBLIC, the COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, AUSTRIA, BELGIUM, the COLONY OF THE BELGIAN CONGO, BOLIVIA, BRAZIL, BULGARIA, CANADA, CHILE, CHINA, the REPUBLIC OF COLOMBIA, the REPUBLIC OF COSTA RICA, the REPUBLIC OF CUBA, DENMARK, the FREE CITY OF DANZIG, the DOMINICAN REPUBLIC, EGYPT, ECUADOR, SPAIN, the whole of the SPANISH COLONIES, ESTONIA, ETHIOPIA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, the FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES IN INDOCHINA, the whole of the other FRENCH COLONIES, the UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, GREECE, GUATEMALA, the REPUBLIC OF HAITI, the REPUBLIC OF HONDURAS, HUNGARY, BRITISH INDIA, IRAQ, the IRISH FREE STATE, ICELAND, ITALY, the whole of the ITALIAN COLONIES, JAPAN, CHOSEN, the whole of the other JAPANESE DEPENDENCIES, LATVIA, the STATES OF THE LEVANT UNDER FRENCH MANDATE (SYRIA AND LEBANON), the REPUBLIC OF LIBERIA, LITHUANIA, LUXEMBURG, MOROCCO (EXCEPT THE SPANISH ZONE), MOROCCO (SPANISH ZONE), MEXICO, NICARAGUA, NORWAY, NEW ZEALAND, the REPUBLIC OF PANAMA, PARAGUAY, the NETHERLANDS, CURAÇAO AND SURINAM, the DUTCH EAST INDIES, PERSIA, the PORTUGUESE COLONIES IN WEST AFRICA, the PORTUGUESE COLONIES IN EAST AF-

LANDAISES, le PÉROU, la PERSE, la POLOGNE, le PORTUGAL, les COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, les COLONIES PORTUGAISES DE L'AFRIQUE ORIENTALE, DE L'ASIE et de l'OCÉANIE, la ROUMANIE, la RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN, la RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR, le TERRITOIRE DE LA SARRE, le SIAM, la SUÈDE, la CONFÉDÉRATION SUISSE, la TCHÉCOSLOVAQUIE, la TUNISIE, la TURQUIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, la RÉPUBLIQUE O. DE L'URUGUAY, L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN, les ÉTATS-UNIS DE VÉNÉZUELA, L'YÉMEN ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

RICA, IN ASIA AND OCEANIA, RUMANIA, the REPUBLIC OF SAN MARINO, the REPUBLIC OF EL SALVADOR, the SAAR TERRITORY, SIAM, SWEDEN, the SWISS CONFEDERATION, CZECHOSLOVAKIA, TUNIS, TURKEY, the UNION OF SOCIALISTIC SOVIET REPUBLICS, the EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY, the VATICAN CITY STATE, the UNITED STATES OF VENEZUELA, YEMEN, AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès au Caire en vertu de l'article 12 de la Convention postale universelle conclue à Londres le 28 juin 1929, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, révisé ladite Convention conformément aux dispositions suivantes:

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, being assembled in Congress at Cairo by virtue of Article 12 of the Universal Postal Convention concluded at London on June 28, 1929, have, by common consent and subject to ratification, revised the said Convention to read as follows:

Vol. 46, p. 2532.

TITRE I

DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE.

CHAPITRE I

ORGANISATION ET RESSORT DE L'UNION.

ARTICLE PREMIER

Constitution de l'Union.

Les Pays entre lesquels est conclue la présente Convention forment, sous la dénomination d'Union postale universelle, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances.

L'Union postale a également pour objet d'assurer l'organisation et le perfectionnement des divers services postaux internationaux.

TITLE I

UNIVERSAL POSTAL UNION

CHAPTER I

ORGANIZATION AND EXTENT OF THE UNION

ARTICLE 1

Constitution of the Union

The countries between which the present Convention is concluded form, under the name of *Universal Postal Union*, a single postal territory for the reciprocal exchange of correspondence.

The purpose of the Postal Union is also to assure the organization and perfection of the various international postal services.

Universal Postal Union.

Constitution.

Purpose.

ARTICLE 2

Adhésions nouvelles. Procédure.

Adhésions.

Tout Pays est admis en tout temps à adhérer à la Convention.

Procédure.

L'adhésion doit être notifiée par voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse et par celui-ci aux Gouvernements de tous les Pays de l'Union.

ARTICLE 2

New adhesions. Procedure

Any country is permitted at any time to adhere to the Convention.

Notice of the adhesion shall be given thru diplomatic channels to the Government of the Swiss Confederation and by the latter to the Governments of all the countries of the Union.

ARTICLE 3

Convention et Arrangements de l'Union.

Regular service governed hereby.

Le service de la poste aux lettres est réglé par les dispositions de la Convention.

Other services.

D'autres services, tels que ceux des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, des colis postaux, des mandats de poste, des virements postaux, des valeurs à recouvrer et des abonnements aux journaux et écrits périodiques, font l'objet d'Arrangements entre Pays de l'Union.

Effect.

Ces Arrangements ne sont obligatoires que pour les Pays qui y ont adhéré.

Provisions governing.

L'adhésion à un ou plusieurs de ces Arrangements est soumise aux dispositions de l'article 2.

ARTICLE 3

Convention and Agreements of the Union

The regular-mail service is governed by the provisions of the Convention.

Other services, such as those of insured letters and boxes, parcel post, money orders, postal checks, collection orders, and subscriptions to newspapers and periodicals, form the subject of Agreements between countries of the Union.

Such Agreements are binding only upon countries which have adhered to them.

Adhesion to one or more of those Agreements is subject to the provisions of Article 2.

ARTICLE 4

*Règlements d'exécution.*Executory regulations.
Post, p. 2802.

Les Administrations postales des Pays de l'Union arrêtent d'un commun accord, dans des Règlements d'exécution, les mesures d'ordre et de détail nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements.

ARTICLE 4

Regulations of Execution

The Postal Administration of the countries of the Union draw up, by mutual agreement, in the form of Regulations of Execution, the measures of order and detail necessary for the execution of the Convention and the Agreements.

ARTICLE 5

Traités et arrangements spéciaux. Unions restreintes.

Special treaties, etc.

1.—Les Pays de l'Union ont le droit de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des Unions restreintes, en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration des relations postales.

ARTICLE 5

Special treaties and agreements. Restricted Unions

1. Countries of the Union have the right to maintain and conclude treaties, as well as to maintain and establish restricted Unions, with a view to the reduction of rates or any other improvement of postal relations.

2.—Dans les Pays où la législation ne s'y oppose pas, les Administrations sont autorisées à prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui n'intéressent pas l'ensemble de l'Union, sous réserve de ne pas y introduire des dispositions moins favorables que celles qui sont prévues par les Actes de l'Union. Elles peuvent, notamment, en ce qui concerne les objets de correspondance, s'entendre pour l'adoption de taxes réduites.

2. Administrations of countries whose legislation does not oppose it are authorized to make the necessary agreements among themselves relative to questions which do not interest the whole of the Union, provided that they do not introduce any provisions less favorable than those laid down by the Acts of the Union. They may, in particular, with regard to articles of correspondence, make agreements for the adoption of reduced postage rates.

Restricted Unions.

ARTICLE 6

Législation intérieure.

Les stipulations de la Convention et des Arrangements de l'Union ne portent pas atteinte à la législation de chaque Pays dans tout ce qui n'est pas expressément prévu par ces Actes.

ARTICLE 6

Domestic legislation

The provisions of the Convention and Agreements of the Union do not affect the legislation of any country concerning anything which is not expressly provided for by those Acts.

Domestic legislation not affected.

ARTICLE 7

Relations exceptionnelles.

Les Administrations qui desservent certains territoires non compris dans l'Union sont tenues d'être les intermédiaires des autres Administrations. Les dispositions de la Convention et de son Règlement sont applicables à ces relations exceptionnelles.

ARTICLE 7

Exceptional relations

Administrations which serve certain territories not comprised in the Union are bound to act as intermediary for the other Administrations. The provisions of the Convention and its Regulations are applicable to such exceptional relations.

Exceptional relations.

ARTICLE 8

Colonies, Protectorats, etc.

Sont considérés comme formant un seul Pays ou une seule Administration de l'Union, suivant le cas, au sens de la Convention et des Arrangements en ce qui concerne, notamment, leur droit de vote aux Congrès, aux Conférences et dans l'intervalle entre les réunions ainsi que leur contribution aux dépenses du Bureau international de l'Union postale universelle:

ARTICLE 8

Colonies, Protectorates, etc.

The following are considered as forming a single country or a single Administration of the Union, as the case may be, in the sense of the Convention and Agreements, particularly in regard to their right to vote in Congresses and Conferences and in the interval between meetings, as well as their contribution to the expenses of the International Bureau of the Universal Postal Union:

Colonies, protectorates, etc.

Designated, considered as single countries or administrations.

- 1° l'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique, autres que les Iles Philippines, et comprenant Hawaï, Porto-Rico, Guam et les Iles Vierges des Etats-Unis d'Amérique;

- 1° The whole of the Insular Possessions of the United States of America other than the Philippine Islands, comprising Hawaii, Puerto Rico, Guam, and the Virgin Islands of the United States of America;

- | | |
|---|---|
| 2° les Iles Philippines; | 2° The Philippine Islands; |
| 3° la Colonie du Congo belge; | 3° The Colony of the Belgian Congo; |
| 4° l'ensemble des Colonies espagnoles; | 4° The whole of the Spanish Colonies; |
| 5° l'Algérie; | 5° Algeria; |
| 6° les Colonies et Protectorats français de l'Indochine; | 6° The French Colonies and Protectorates in Indochina; |
| 7° l'ensemble des autres Colonies françaises; | 7° The whole of the other French Colonies; |
| 8° l'ensemble des Colonies italiennes; | 8° The whole of the Italian Colonies; |
| 9° le Chosen; | 9° Chosen; |
| 10° l'ensemble des autres Dépendances japonaises; | 10° The whole of the other Japanese Dependencies; |
| 11° Curaçao et Surinam; | 11° Curaçao and Surinam; |
| 12° les Indes néerlandaises; | 12° The Dutch East Indies; |
| 13° les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale; | 13° The Portuguese Colonies in West Africa; |
| 14° les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie. | 14° The Portuguese Colonies in East Africa, Asia and Oceania. |

ARTICLE 9

Application de la Convention aux Colonies, Protectorats, etc.

Application of Convention to colonies, protectorates, etc.

1.—Toute Partie contractante peut déclarer, soit au moment de sa signature, de sa ratification ou de son adhésion, soit ultérieurement, que l'acceptation par elle de la présente Convention comprend toutes ses Colonies, tous ses Territoires d'outre-mer, Protectorats ou Territoires sous suzeraineté ou sous mandat ou certains d'entre eux seulement. Ladite déclaration, à moins qu'elle ne soit faite au moment de la signature de la Convention, devra être adressée au Gouvernement de la Confédération Suisse.

Limitation.

2.—La Convention ne s'applique qu'aux Colonies, Territoires d'outre-mer, Protectorats ou Territoires sous suzeraineté ou sous mandat au nom desquels des déclarations auront été faites en vertu du § 1.

Application may be denounced.

3.—Toute Partie contractante peut en tout temps adresser au Gouvernement de la Confédération Suisse une notification en vue de dénoncer l'application de la Convention à toute Colonie, tout Territoire d'outre-mer, Protec-

ARTICLE 9

Application of the Convention to Colonies, Protectorates, etc.

1. Any contracting party may declare, either at the time of its signature, ratification or adhesion, or subsequently, that its acceptance of the present Convention includes all its colonies, oversea territories, protectorates and territories under suzerainty or mandate, or certain of them only. The said declaration, unless made at the time of signing the Convention, shall be addressed to the Government of the Swiss Confederation.

2. The Convention will apply only to the colonies, oversea territories, protectorates or territories under suzerainty or mandate in whose name declarations have been made by virtue of Section 1.

3. Any contracting party may at any time address to the Government of the Swiss Confederation a notification with a view to denouncing the application of the Convention to any colony, oversea territory, protectorate or terri-

torat ou Territoire sous suzeraineté ou sous mandat au nom duquel cette Partie a fait une déclaration en vertu du § 1. Cette notification produira ses effets un an après la date de sa réception par le Gouvernement de la Confédération Suisse.

4.—Le Gouvernement de la Confédération Suisse communiquera à toutes les Parties contractantes copie de chaque déclaration ou notification reçue en vertu des §§ 1 à 3.

5.—Les dispositions du présent article ne s'appliquent à aucune Colonie, aucun Territoire d'outremer, aucun Protectorat ou Territoire sous suzeraineté ou sous mandat qui figure dans le préambule de la Convention.

tory under suzerainty or mandate in the name of which that party has made a declaration by virtue of Section 1. That notification will become effective one year after the date of its receipt by the Government of the Swiss Confederation.

4. The Government of the Swiss Confederation will transmit to all the contracting parties a copy of every declaration or notification received by virtue of Sections 1 to 3.

5. The provisions of the present Article do not apply to any colony, oversea territory, protectorate or territory under suzerainty or mandate enumerated in the Preamble of the Convention.

Territory excluded.

ARTICLE 10

Ressort de l'Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle:

a) les bureaux de poste établis par des Pays de l'Union dans des territoires non compris dans l'Union;

b) la Principauté de Liechtenstein, comme relevant de l'Administration des postes de Suisse;

c) les Iles Féroë et le Groenland, comme faisant partie du Danemark;

d) les Possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne;

e) les Vallées d'Andorre, comme desservies par l'Administration des postes espagnoles et l'Administration des postes françaises;

f) la Principauté de Monaco, comme relevant de l'Administration des postes de France;

g) Walfisch-Bay, comme faisant partie de l'Union de l'Afrique du Sud; Basutoland, comme relevant de l'Administration des postes de l'Union de l'Afrique du Sud.

ARTICLE 10

Extent of the Union

The following are considered as belonging to the Universal Postal Union:

(a) The post offices established by countries of the Union in territories not included in the Union;

(b) The Principality of Liechtenstein, as belonging to the Postal Administration of Switzerland;

(c) The Faeroe Islands and Greenland, as forming part of Denmark;

(d) The Spanish possessions on the north coast of Africa, as forming part of Spain;

(e) The Valleys of Andorra, as served by the Spanish and French Postal Administrations;

(f) The Principality of Monaco, as belonging to the Postal Administration of France;

(g) Walvis Bay, as forming part of the Union of South Africa; Basutoland, as belonging to the Postal Administration of the Union of South Africa.

Offices comprehended.

ARTICLE 11

Arbitrages.

Arbitration of disputes.
By members.

1.—En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union relativement à l'interprétation de la Convention et des Arrangements ou de la responsabilité dérivant, pour une Administration, de l'application de ces Actes, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

By International Bureau on default.

Au cas où l'une des Administrations en désaccord ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, ou de neuf mois pour les Pays éloignés, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'Administration défaillante ou en désigne un lui-même, d'office.

Decision.

2.—La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

Tie vote, etc.

3.—En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

A défaut d'une entente sur le choix, cette Administration est désignée par le Bureau international parmi les membres de l'Union non proposés par les arbitres.

Qualification of arbitrators.

4.—S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Administrations qui exécutent cet Arrangement.

ARTICLE 12

Sortie de l'Union. Cessation de participation aux Arrangements.

Withdrawals, etc.

Chaque Partie contractante a la faculté de se retirer de l'Union ou de cesser sa participation aux Arrangements moyennant aver-

ARTICLE 11

Arbitration

1. In case of disagreement between two or more members of the Union as to the interpretation of the Convention and Agreements, or as to the responsibility imposed upon an Administration by the application of those Acts, the question in dispute is settled by arbitration. To that end, each of the Administrations concerned chooses another member of the Union which is not directly interested in the matter.

If one of the Administrations involved in the dispute does not take any action on a proposal for arbitration within a period of six months, or nine months in the case of distant countries, the International Bureau, if a request is made of it to that effect, calls upon the defaulting Administration to appoint an arbitrator, or appoints one itself officially.

2. The decision of the arbitrators is made on an absolute majority of votes.

3. In case of a tie vote, the arbitrators, for the purpose of settling the difference, choose another Administration which likewise has no interest in the dispute.

In case of disagreement as to a choice, that Administration is designated by the International Bureau from among the members of the Union not proposed by the arbitrators.

4. If it is a question of a dispute concerning one of the Agreements, only such Administrations as execute that Agreement may be designated as arbitrators.

ARTICLE 12

Withdrawal from the Union. Termination of participation in the Agreements

Any contracting party has the option of withdrawing from the Union or of ceasing to participate in the Agreements by notice given

tissement donné un an à l'avance par voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse et par celui-ci aux Gouvernements des Pays contractants.

one year in advance thru diplomatic channels to the Government of the Swiss Confederation and by the latter to the Governments of the contracting countries.

CHAPITRE II

CONGRÈS. CONFÉRENCES.
COMMISSIONS.

ARTICLE 13

Congrès.

1.—Les délégués des Pays de l'Union se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent, en vue de soumettre ces Actes à revision ou de les compléter, s'il y a lieu.

Chaque Pays se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs délégués plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut être chargée que de la représentation de deux Pays, y compris celui qui l'a primitivement accréditée.

Dans les délibérations, chaque Pays dispose d'une seule voix.

2.—Chaque Congrès fixe le lieu de réunion du Congrès suivant. Celui-ci est convoqué par les soins du Gouvernement du Pays dans lequel il doit avoir lieu, après entente avec le Bureau international. Ce Gouvernement est également chargé de la notification à tous les Gouvernements des Pays de l'Union des décisions prises par le Congrès.

ARTICLE 14

Ratifications. Mise à exécution et durée des Actes des Congrès.

Les Actes des Congrès sont ratifiés aussitôt que possible et les ratifications sont communiquées au Gouvernement du Pays, siège du Congrès, et par ce Gouvernement aux Gouvernements des Pays contractants.

CHAPTER II

CONGRESSES. CONFERENCES.
COMMITTEES

ARTICLE 13

Congresses

1. Delegates from the countries of the Union meet in Congress not later than five years after the effective date of the Acts of the preceding Congress, with a view to revising or completing those Acts, if necessary.

Each country is represented at the Congress by one or more plenipotentiary delegates, provided with the necessary credentials by their Government. It may, if necessary, be represented by the delegation of another country. However, it is understood that a delegation may be charged with representing only two countries, including the one by which it was originally accredited.

In the deliberations, each country has but one vote.

2. Each Congress fixes the meeting-place of the next Congress. The latter is called together by the Government of the country in which it is to be held, in consultation with the International Bureau. That Government is likewise charged with notifying all the Governments of the countries of the Union of the decisions made by the Congress.

ARTICLE 14

Ratifications. Entry into force and duration of the Acts of Congresses

The Acts of Congresses are ratified as soon as possible, and the ratifications are communicated to the Government of the country where the Congress was held, and by that Government to the Governments of the contracting countries.

Congresses.

Meetings.

Representatives.

Each country one vote.

Subsequent meeting place.

Ratifications of Acts of Congresses.

Validity.

Dans le cas où une ou plusieurs des Parties contractantes ne ratifieraient pas l'un ou l'autre des Actes signés par elles, ceux-ci n'en seraient pas moins valables pour les Etats qui les auront ratifiés.

In case that one or more of the contracting countries do not ratify one or another of the Acts signed by them, the latter will nevertheless be valid for the countries which have ratified them.

Effect and duration.

Ces Actes sont mis à exécution simultanément et ont la même durée.

Those Acts are put into effect simultaneously and have the same duration.

Dès le jour fixé pour la mise à exécution des Actes adoptés par un Congrès, tous les Actes du Congrès précédent sont abrogés.

From the date fixed for the entry into force of the Acts adopted by a Congress, all the Acts of the preceding Congress are abrogated.

ARTICLE 15

Congrès extraordinaires.

Extraordinary sessions.

Lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers au moins des Pays contractants, un Congrès extraordinaire est réuni après entente avec le Bureau international.

ARTICLE 15

Extraordinary Congresses

An extraordinary Congress is called together by agreement with the International Bureau when a request to that effect is made or approved by at least two-thirds of the contracting countries.

Rules applicable.

Les règles édictées aux articles 13 et 14 sont applicables aux délégations, aux délibérations et aux Actes des Congrès extraordinaires.

The rules laid down by Articles 13 and 14 are applicable to the delegations, the deliberations, and the Acts of extraordinary Congresses.

ARTICLE 16

Règlement des Congrès.

Regulations.

Chaque Congrès arrête le règlement nécessaire à ses travaux et à ses délibérations.

ARTICLE 16

Regulations for Congresses

Each Congress draws up the necessary regulations for its work and deliberations.

ARTICLE 17

Conférences.

Conferences on administrative questions.

Des Conférences chargées de l'examen de questions purement administratives peuvent être réunies à la demande ou avec l'assentiment des deux tiers au moins des Administrations de l'Union.

ARTICLE 17

Conferences

Conferences charged with the examination of purely administrative questions may be called together at the request or with the consent of at least two-thirds of the Administrations of the Union.

Elles sont convoquées après entente avec le Bureau international.

They are called together by agreement with the International Bureau.

Chaque Conférence arrête son règlement.

Each Conference draws up its own regulations.

ARTICLE 18

Commissions.

Committee meetings.

Les Commissions chargées par un Congrès ou une Conférence de l'étude d'une ou de plusieurs

ARTICLE 18

Committees

Committees charged by a Congress or a Conference with the study of one or more particular

questions déterminées sont convoquées par le Bureau international après entente, le cas échéant, avec l'Administration du Pays où ces Commissions doivent se réunir.

questions are called together by the International Bureau, in consultation, if necessary, with the Administration of the country where such Committees are to meet.

CHAPITRE III

CHAPTER III

PROPOSITIONS DANS L'INTERVALLE DES RÉUNIONS.

PROPOSITIONS IN THE INTERVAL BETWEEN MEETINGS

Propositions between meetings.

ARTICLE 19

ARTICLE 19

Introduction des propositions.

Introduction of proposition

Dans l'intervalle des réunions, toute Administration a le droit d'adresser aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant la Convention, son Protocole final et son Règlement.

In the interval between meetings any Administration has the right to address to the other Administrations, thru the intermediary of the International Bureau, propositions concerning the Convention, its Final Protocol, and its Regulations.

Submission of, by members.

Le même droit est accordé aux Administrations des Pays participant aux Arrangements en ce qui concerne ces Arrangements, leurs Règlements et leurs Protocoles finaux.

The same right is accorded to the Administration of the countries participating in the Agreements in regard to those Agreements, their Regulations, and their Final Protocols.

Pour être mises en délibération, toutes les propositions introduites par une Administration dans l'intervalle des réunions doivent être appuyées par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, le nombre nécessaire de déclarations d'appui.

In order to be considered, all propositions introduced by an Administration in the interval between meetings must be supported by at least two other Administrations. Such propositions are ignored when the International Bureau does not receive, at the same time, the necessary number of declarations of support.

Support necessary.

ARTICLE 20

ARTICLE 20

Examen des propositions.

Examination of propositions

Toute proposition est soumise à la procédure suivante:

Every proposition is submitted to the following procedure:

Procedure for considering.

Un délai de six mois est laissé aux Administrations pour examiner la proposition et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations au Bureau international. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec invitation de se prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de six mois sont considérées

A period of six months is allowed for the Administrations to examine the propositions and send in their observations, if any, to the International Bureau. Amendments are not admitted. The replies are assembled by the International Bureau and communicated to the Administrations, with an invitation to pronounce themselves for or against. Those which have not sent in their votes within a period of six months are considered as abstain-

comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

Si la proposition concerne un Arrangement, son Règlement ou leurs Protocoles finals, seules les Administrations ayant adhéré à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées ci-dessus.

ARTICLE 21

Conditions d'approbation.

Requirements.

1.—Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir:

Unanimity of votes.

a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des Titres I et II et des articles 33 à 37, 54 à 59, 61 à 63, 65 à 68, 70 à 82 de la Convention, de tous les articles de son Protocole final et des articles 101, 105, 116, 161, 171 et 192 de son Règlement

Two-thirds in certain cases.

b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa précédent;

Majority.

c) la majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la Convention, de son Protocole final et de son Règlement, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 11.

Ante, p. 2750.

Conditions to be fixed.

2.—Les Arrangements fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'approbation des propositions qui les concernent.

ARTICLE 22

Notification des résolutions.

Notices of changes.
From Swiss Confederation.

Les additions et les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération Suisse est chargé d'établir et de transmettre, à la demande du Bureau international, aux Gouvernements des Pays contractants.

ing. The periods above mentioned are counted from the dates of the circulars of the International Bureau.

If the proposition concerns an Agreement, its Regulations, or their Final Protocols, only the Administrations which have adhered to that Agreement may take part in the procedure indicated above.

ARTICLE 21

Conditions of approval

1. In order to become effective, the propositions must obtain:

(a) Unanimity of votes, if it is a question of adding new provisions or modifying the provisions of Titles I and II or of Articles 33 to 37, 54 to 59, 61 to 63, 65 to 68, 70 to 82 of the Convention, of any of the Articles of its Final Protocol, or of Articles 101, 105, 116, 161, 171 and 192 of its Regulations;

(b) Two-thirds of the votes, if it is a question of modifying provisions other than those mentioned in the preceding paragraph;

(c) A simple majority, if it is a question of interpreting the provisions of the Convention, its Final Protocol or its Regulations, except in the case of disagreement to be submitted to arbitration as provided for by Article 11.

2. The Agreements fix the conditions to which the approval of propositions concerning them is subject.

ARTICLE 22

Notification of decisions

Additions to and modifications of the Convention, the Agreements and the Final Protocols of those Acts are sanctioned by a diplomatic declaration which the Government of the Swiss Confederation is charged with making up and transmitting, at the request of the International Bureau, to the Governments of the contracting countries.

Les additions et les modifications apportées aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont constatées et notifiées aux Administrations par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 21, § 1, lettre (c).

Additions to and modifications of the Regulations and their Final Protocols are drawn up and communicated to the Administrations by the International Bureau. The same applies to the interpretations contemplated in Article 21, Section 1, letter (c).

From International Bureau.

ARTICLE 23

Exécution des résolutions.

Toute addition ou modification adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

ARTICLE 23

Effective date of decisions

No addition or modification adopted is effective until at least three months after its notification.

Effective date.

CHAPITRE IV

DU BUREAU INTERNATIONAL.

ARTICLE 24

Attributions générales.

1.—Un Office central, fonctionnant à Berne sous la dénomination de Bureau international de l'Union postale universelle, et placé sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses, sert d'organe de liaison, d'information et de consultation aux Pays de l'Union.

Ce Bureau est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des Parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des Actes du Congrès; de notifier les changements adoptés et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que la Convention, les Arrangements et leurs Règlements lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

2.—Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service international des postes, entre les Administrations qui réclament cette intervention.

CHAPTER IV

INTERNATIONAL BUREAU

ARTICLE 24

General functions

1. A central Office, operating at Berne under the name of *International Bureau of the Universal Postal Union*, and placed under the supervision of the Swiss Postal Administration, serves as an organ of liaison, information and consultation for the countries of the Union.

That Bureau is charged, in particular, with assembling, coordinating, publishing and distributing information of all kinds concerning the international postal service; with giving, at the request of the interested parties, an opinion on questions in dispute; with making known requests for modification of the Acts of the Congress; with giving notice of the changes adopted; and, in general, with undertaking such studies and work in connection with editing and arranging material as the Convention, the Agreements and their Regulations may assign to it, or which may be entrusted to it in the interests of the Union.

2. It acts as a clearing-house for the settlement of accounts of all kinds relative to the international postal service, between Administrations requesting such intervention.

International Bureau.

Operating, as a central office.

Functions, duties, etc.

Settling postal accounts.

ARTICLE 25

ARTICLE 25

International
reau expenses.Bu- *Dépenses du Bureau international.**Expenses of the International
Bureau*Maximum, fixed by
each Congress.

1.—Chaque Congrès arrête le chiffre maximum que peuvent atteindre annuellement les dépenses ordinaires du Bureau international.

1. Each Congress fixes the maximum figure for the ordinary annual expenses of the International Bureau.

Ces dépenses, ainsi que les frais extraordinaires auxquels donne lieu la réunion d'un Congrès, d'une Conférence ou d'une Commission, et les frais que pourraient entraîner des travaux spéciaux confiés à ce Bureau sont supportés en commun par tous les Pays de l'Union.

Those expenses, as well as the extraordinary expenses arising from the meeting of a Congress, a Conference or a Committee, and the expenses incurred in connection with special work entrusted to that Bureau, are shared by all the countries of the Union.

Proportionate share
of expenses.

2.—Ceux-ci sont divisés, à cet effet, en 7 classes dont chacune contribue au paiement des dépenses dans la proportion ci-après:

2. The latter are divided, for that purpose, into 7 classes, each of which contributes to the payment of the expenses in the following proportion:

1 ^{re} classe, 25 unités
2 ^e " 20 "
3 ^e " 15 "
4 ^e " 10 "
5 ^e " 5 "
6 ^e " 3 "
7 ^e " 1 unité.

1st class, 25 units
2d " 20 "
3d " 15 "
4th " 10 "
5th " 5 "
6th " 3 "
7th " 1 unit

New adhesions.

3.—En cas d'adhésion nouvelle, le Gouvernement de la Confédération Suisse détermine, d'un commun accord avec le Gouvernement du Pays intéressé, la classe dans laquelle celui-ci doit être rangé au point de vue de la répartition des frais du Bureau international.

3. In case of a new adhesion, the Government of the Swiss Confederation determines, by mutual agreement with the Government of the country concerned, the class in which the latter is to be placed for the apportionment of the expenses of the International Bureau.

TITRE II

TITLE II

General regulations.

RÈGLES D'ORDRE GENERAL

GENERAL REGULATIONS

CHAPITRE UNIQUE

SOLE CHAPTER

ARTICLE 26

ARTICLE 26

*Liberté de transit.**Liberty of transit*

Liberty of transit.

1.—La liberté de transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

1. Liberty of transit is guaranteed throuth the entire territory of the Union.

Limitations.

2.—La liberté du transit des colis postaux est limitée au territoire des Pays participant à ce service.

2. Liberty of transit for parcel post is limited to the territory of countries participating in that service.

Les envois avec valeur déclarée peuvent transiter en dépêches closes par le territoire des Pays qui n'assurent pas le service des envois de l'espèce ou par des services maritimes pour lesquels la responsabilité des valeurs n'est pas acceptée par les Pays, mais la responsabilité de ces Pays est limitée à celle qui est prévue pour les envois recommandés.

Le transit des petits paquets par les territoires des Pays qui n'admettent pas les envois de l'espèce est facultatif.

ARTICLE 27

Interdiction de taxes non prévues.

Il est interdit de percevoir des taxes postales, de quelque nature que ce soit autres que celles qui sont prévues par la Convention et les Arrangements.

ARTICLE 28

Suspension temporaire de services.

Lorsque, par suite de circonstances extraordinaires, une Administration se voit obligée de suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution de services, elle est tenue d'en donner immédiatement avis, au besoin par télégraphe, à l'Administration ou aux Administrations intéressées.

ARTICLE 29

Monnaie-type.

Le franc pris comme unité monétaire dans les dispositions de la Convention et des Arrangements est le franc-or à 100 centimes d'un poids de 10/31^e de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 30

Equivalentes.

Dans chaque Pays de l'Union, les taxes sont établies d'après une équivalence correspondant aussi exactement que possible, dans la monnaie de ce Pays, à la valeur du franc.

Insured articles may be sent in transit in closed mails thru the territory of countries which do not take part in such service, or by maritime services where responsibility for insured articles is not accepted by the countries, but the responsibility of those countries is limited to that prescribed for registered articles.

Insured articles.

The transit of small packets thru the territory of countries which do not admit articles of that kind is optional.

Optional transit of small packets through unauthorized territory.

ARTICLE 27

Prohibition against unauthorized charges

It is forbidden to collect postal charges of any kind whatever other than those prescribed by the Convention and Agreements.

Unauthorized charges forbidden.

ARTICLE 28

Temporary suspension of services

When, as a result of exceptional circumstances, an Administration finds itself obliged to suspend the execution of services temporarily, in whole or in part, it is bound to give notice thereof immediately, by telegraph if necessary, to the Administration or Administrations concerned.

Temporary suspension provisions.

ARTICLE 29

Monetary standard

The franc used as the monetary unit in the provisions of the Convention and Agreements is the gold franc of 100 centimes weighing 10/31 of a gram and having a fineness of 0.900.

Monetary unit.

ARTICLE 30

Equivalentes

In each country of the Union, the postage rates are fixed according to equivalentes corresponding as exactly as possible to the value of the franc in the money of that country.

Equivalent rates.

ARTICLE 31

Formules. Langue.

- Forms. 1.—Les formules à l'usage des Administrations pour leurs relations réciproques doivent être rédigées en langue française, avec ou sans traduction interlinéaire dans une autre langue, à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.
- Use of French language. 2.—Les formules à l'usage du public doivent comporter une traduction interlinéaire en langue française, lorsqu'elles ne sont pas imprimées en cette langue.
- Texts, dimensions, etc. 3.—Les textes, couleurs et dimensions des formules dont il est question aux §§1 et 2 doivent être ceux que prescrivent les Règlements de la Convention et des Arrangements.
- Official correspondence. 4.—Les Administrations peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques.

ARTICLE 32

Cartes d'identité.

- Identity cards. 1.—Chaque Administration peut délivrer, aux personnes qui en font la demande, des cartes d'identité valables comme pièces justificatives pour toutes les transactions effectuées par les bureaux de poste des Pays qui n'auraient pas notifié leur refus de les admettre.
- Charge therefor. 2.—L'Administration qui fait délivrer une carte d'identité est autorisée à percevoir, de ce chef, une taxe qui ne peut être supérieure à 1 franc.
- Responsibility released on delivery. 3.—Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité lorsqu'il est établi que la livraison d'un envoi postal ou le paiement d'un mandat a eu lieu sur la présentation d'une carte d'identité régulière.

ARTICLE 31

Forms. Language

1. The forms used by the Administrations in their reciprocal relations shall be drawn up in the French language, with or without an interlinear translation in another language, unless the Administrations concerned arrange otherwise by direct agreement.
2. The forms used by the public shall include an interlinear translation in the French language when they are not printed in that language.
3. The texts, colors and dimensions of the forms mentioned in Sections 1 and 2 shall be those prescribed by the Regulations of the Convention and of the Agreements.
4. Administrations may come to agreements as to the language to be employed for official correspondence in their reciprocal relations.

ARTICLE 32

Identity cards

1. Any Administration may issue, to persons who apply for them, identity cards valid as proof of identity for all post-office business in the countries which have not given notice of their refusal to admit them.
2. The Administration issuing an identity card is authorized to collect a charge therefor not exceeding 1 franc.
3. Administrations are released from all responsibility when it is proved that a mail article was delivered or a money order paid upon presentation of a valid identity card.

Elles ne sont pas, non plus, responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux d'une carte d'identité régulière.

Neither are they responsible for the consequences of loss, theft or fraudulent use of a valid identity card.

4.—La carte d'identité est valable pendant trois ans à partir du jour de son émission.

4. The identity card is valid for three years from the date of issue.

Validity.

TITRE III

DISPOSITIONS CONCERNANT LES CORRESPONDANCES POSTALES.

TITLE III

PROVISIONS CONCERNING POSTAL CORRESPONDENCE

Correspondence.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 33

Objets de correspondance.

La dénomination d'objets de correspondance s'applique aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux papiers d'affaires, aux imprimés de toute nature, y compris les impressions en relief à l'usage des aveugles, aux échantillons de marchandises et aux petits paquets.

ARTICLE 33

Articles of correspondence

The term *articles of correspondence* applies to letters, single and reply-paid post cards, commercial papers, prints of all kinds including raised print for the blind, samples of merchandise and small packets.

Articles of correspondence.

Le service des petits paquets est limité aux pays qui conviennent de l'assurer dans leurs relations réciproques ou dans une seule direction.

The service of small packets is limited to the countries which agree to execute it in their reciprocal relations or in one direction only.

Small packets.

ARTICLE 34

Taxes et conditions générales.

1.—Les taxes d'affranchissement pour le transport des objets de correspondance dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays où le service de distribution est ou sera organisé, ainsi que les limites de poids et de dimensions sont fixées conformément aux indications du tableau ci-après:

ARTICLE 34

Postage rates and general conditions

1. The postage rates for the transportation of articles of correspondence thruout the entire extent of the Union, including their delivery at the residence of the addressees in countries where the delivery service is or may be established, and the limits of weight and dimensions, are fixed in accordance with the indications of the following table:

Rates of postage.

Table. Limits of weight and of dimensions.

Objets	Unités de poids	Taxes	Limites	
			de poids	de dimensions
1	2	3	4	5
Lettres (1 ^{er} échelon de poids. Lettres (1 ^{er} échelon supplémentaire.	g 20	c 25 15	2 kg.	(Longueur, largeur et épaisseur additionnées: 60 cm., sans que la plus grande dimension puisse dépasser 30 cm.; en rouleaux: longueur et deux fois le diamètre: 100 cm., sans que la plus grande dimension puisse dépasser 80 cm.) (Maxima: 10X10,5 cm.) (Minima: 10X7 cm.)
Cartes postales (Simples.		15	2 kg.	Comme pour les lettres. Les imprimés expédiés à découvert sous forme de cartes pliées ou non pliées sont soumis aux mêmes limites minima que les cartes postales.
Papiers d'affaires. (Avec réponse payée.		30	2 kg (3 kg pour les lettres expédiées isolément).	
Minimum de taxe.	50	25		
Imprimés.	50	5		
Impressions en relief pour les aveugles.	1000	3		
Echantillons de marchandises.	50	5		
Minimum de taxe.	50	10		
Petits paquets.	50	10		
Minimum de taxe.		50		

Articles	Units of weight	Rates	Limits of—	
			Weight	Dimensions
1	2	3	4	5
Letters: First unit of weight. Each additional unit.	g 20	c 25 15	2 kg.	(Length, breadth, and thickness combined, 90 cm.; but greatest length, 60 cm.; in rolls; length and twice the diameter, 100 cm.; but greatest length, 80 cm.) Maximum 15 by 10.5 cm.; minimum 10 by 7 cm.
Post cards: Simple.		15		As for letters. Prints sent open in the form of folded or unfolded cards are subject to the same minimum limits as post cards.
With reply paid.		30		
Commercial papers.	50	20		
Minimum charge.		20		
Prints.	50	5		
Raised print for the blind.	1,000	3		
Samples of merchandise.	50	5		
Minimum charge.	50	10		
Small packets.	50	10		
Minimum charge.		50		

Franked matter not affected.

2.—Les limites de poids et de dimensions fixées au § 1 ne s'appliquent pas aux correspondances relatives au service postal, dont il est question à l'article 49, § 1, ci-après.

2. The limits of weight and dimensions fixed by Section 1 do not apply to the correspondence relative to the postal service mentioned in Article 49, Section 1, hereafter.

Post, p. 2768.

Newspapers and periodicals.

3.—Dans les relations avec les Administrations qui ont donné leur consentement, chaque Administration a la faculté de concéder aux journaux et écrits périodiques publiés dans son pays et expédiés directement par les éditeurs ou leurs mandataires, une réduction de 50% sur le tarif général des imprimés. Sont exclus de cette réduction, quelle que soit la régularité de leur publica-

3. In relations with Administrations which have given their consent, each Administration has the option of granting to newspapers and periodicals published in its country and sent directly by the publishers or their representatives, a reduction of 50 per cent in the general rate for prints. There are excluded from this reduction, regardless of the regularity of their publication, com-

Catalogs excluded.

tion, les imprimés commerciaux tels que catalogues, prospectus, prix courants, etc.

Les Administrations peuvent également, avec le consentement des Administrations destinataires, concéder la même réduction, quels que soient les expéditeurs, aux livres ainsi qu'aux brochures ou papiers de musique qui ne contiennent aucune publicité ou réclame autre que celle qui figure sur la couverture ou les pages de garde des volumes.

4.—Les envois autres que les lettres recommandées sous enveloppe close ne peuvent renfermer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

5.—Les Administrations des pays d'origine et de destination ont la faculté de traiter, selon leur législation interne, les lettres qui contiennent des documents ayant la caractère de correspondance actuelle et personnelle à l'adresse de personnes autres que le destinataire ou les personnes habitant avec ce dernier.

6.—Sauf les exceptions prévues au Règlement, les papiers d'affaires, les imprimés de toute nature, les échantillons de marchandises et les petits paquets:

a) doivent être conditionnés de manière à pouvoir être facilement vérifiés;

b) ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;

c) ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur.

7.—Les paquets d'échantillons de marchandises ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur marchande.

8.—La réunion en un seul envoi d'objets de correspondance de catégories différentes (objets

commercial prints such as catalogs, prospectuses, price lists, etc.

Administrations may also, with the consent of the Administrations of destination, grant the same reduction, irrespective of the senders, to books and pamphlets or sheet-music which do not contain any publicity or advertising matter other than that appearing on the covers or fly-leaves of the volumes.

4. Articles other than registered letters in sealed envelopes may not contain coins, banknotes, paper money or any values payable to the bearer; manufactured or unmanufactured platinum, gold or silver; precious stones, jewelry, or other precious articles.

5. The Administrations of the countries of origin and destination have the option of treating, in accordance with their domestic legislation, letters which contain documents having the character of actual personal correspondence addressed to persons other than the addressee or persons residing with the latter.

6. With the exceptions provided for in the Regulations, commercial papers, prints of all kinds, samples of merchandise, and small packets shall:

(a) be made up in such a way as to be able to be easily inspected;

(b) not bear any annotation or contain any document having the character of actual personal correspondence;

(c) not contain any postage stamp or form of prepayment, canceled or uncanceled, or any paper representing a value.

7. Packages of samples of merchandise may not contain any article having a salable value.

8. The inclusion in a single package of articles of correspondence of different classes (grouped

Books, sheet music, etc.

Letter restrictions.

Enclosures intended for other than addressee.

Commercial papers, etc.

Samples to be without salable value.

Grouped articles.

groupés) est autorisée dans les conditions fixées par le Règlement.

Rejection, if not meeting requirements.

9.—Sauf les exceptions prévues par la Convention et son Règlement, il n'est pas donné cours aux envois qui ne remplissent pas les conditions requises par le présent article et par les articles correspondants du Règlement.

articles) is authorized under the conditions fixed by the Regulations.

9. With the exceptions provided for by the Convention and its Regulations, articles which do not fulfill the conditions prescribed by the present Article and the corresponding Articles of the Regulations are not forwarded.

Return, etc.

Les objets qui auraient été admis à tort doivent être renvoyés à l'Administration d'origine. Toutefois, l'Administration de destination est autorisée à les remettre aux destinataires. Dans ce cas, elle leur applique, s'il y a lieu, les taxes et surtaxes prévues pour la catégorie de correspondances dans laquelle les font placer leur contenu, leur poids ou leurs dimensions. En ce qui concerne les envois dépassant les limites de poids maxima fixées au § 1, ils peuvent être taxés d'après leur poids réel.

Articles which have been wrongly accepted shall be returned to the country of origin. However, the Administration of destination is authorized to deliver them to the addressees. In such a case, it applies to them, if need be, the rates and surcharges prescribed for the class of correspondence in which they have to be placed because of their contents, weight or dimensions. As for articles exceeding the maximum weight-limits fixed by Section 1, they may be rated in accordance with their actual weight.

Delivery, etc., charges.

Excess weight.

ARTICLE 35

Prepayment.

Affranchissement.

Articles included. *Ante*, p. 2759.

En règle générale, tous les envois désignés à l'article 33 doivent être complètement affranchis par l'expéditeur.

ARTICLE 35

Prepayment

As a general rule, all the articles designated in Article 33 must be fully prepaid by the sender.

Unprepaid, etc., articles.

Il n'est pas donné cours aux envois non ou insuffisamment affranchis autres que les lettres et les cartes postales simples, ni aux cartes postales avec réponse payée dont les deux parties ne sont pas entièrement affranchies au moment du dépôt.

Articles other than letters and single post cards which are unprepaid or insufficiently prepaid, or reply post cards both halves of which are not fully prepaid at the time of mailing, are not dispatched.

ARTICLE 36

Insufficiently prepaid matter.

Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement.

Liability to double charges. *Post*, p. 2836.

En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement et sauf les exceptions prévues par l'article 145, §§ 3, 4 et 5, du Règlement pour certaines catégories d'envois réexpédiés, les lettres et les cartes postales simples sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'affranchissement manquant, sans que cette taxe puisse être inférieure à 5 centimes.

ARTICLE 36

Charge on unprepaid or insufficiently prepaid correspondence

With the exceptions provided for by Article 145, Sections 3, 4 and 5 of the Regulations for certain classes of redirected articles, letters and single post cards not prepaid or insufficiently prepaid are liable to a charge equal to double the amount of the missing postage, to be paid by the addressee; but that charge may not be lower than 5 centimes.

Le même traitement peut être appliqué, dans les cas précités, aux autres objets de correspondance qui auraient été transmis à tort au pays de destination.

The same treatment may be applied, in the cases above contemplated, to other articles of correspondence which have been improperly dispatched to the country of destination.

Same treatment to missent, etc., matter.

ARTICLE 37

Surtaxes.

Pour tout objet transporté par des services extraordinaires donnant lieu à des frais spéciaux, il peut être perçu, en sus des taxes fixées par l'article 34, une surtaxe en rapport avec ces frais.

Lorsque le tarif d'affranchissement de la carte postale simple comprend la surtaxe autorisée par l'alinéa précédent, ce même tarif est applicable à chacune des parties de la carte postale avec réponse payée.

ARTICLE 37

Surcharges

There may be collected, in addition to the rates fixed by Article 34, for every article transported by extraordinary services involving special expenses, a surcharge proportionate to those expenses.

When the rate of prepayment of the single post card includes the surcharge authorized by the preceding paragraph, the same rate is applicable to each half of the reply-paid post card.

Surcharges.

Special services, etc.

Ante, p. 2759.

Reply-paid post cards.

ARTICLE 38

Taxes spéciales.

1.—Les Administrations sont autorisées à frapper d'une taxe additionnelle, selon les dispositions de leur législation, les objets remis à leurs services d'expédition en dernière limite d'heure.

2.—Les objets adressés poste restante peuvent être frappés par les Administrations des pays de destination de la taxe spéciale qui serait prévue par leur législation pour les objets de même nature du régime interne.

3.—Les Administrations des pays de destination sont autorisées à percevoir une taxe spéciale de 50 centimes au maximum pour chaque petit paquet remis au destinataire. Cette taxe peut être augmentée de 25 centimes au maximum en cas de remise à domicile.

ARTICLE 38

Special charges

1. The Administrations are authorized to charge late fees in accordance with the provisions of their own legislation for articles posted in their services for dispatch after the mails have closed.

2. Articles addressed to general delivery may be subjected by the Administrations of the countries of destination to such special charge as may be prescribed by their legislation for articles of the same kind in the domestic service.

3. The Administrations of the countries of destination are authorized to levy a special charge of 50 centimes at most for each small packet delivered to the addressee. That charge may be increased by 25 centimes at most in case of delivery at the addressee's residence.

Special charges.

Post mailing.

General-delivery charges.

Levying delivery charge.

ARTICLE 39

Objets passibles de droits de douane.

Les petits paquets et les imprimés passibles de droits de douane sont admis.

ARTICLE 39

Dutiable articles

Small packets and prints liable to customs duty are admitted.

Dutiable articles.

Small packets.

Letters.

Il en est de même des lettres et des échantillons de marchandises contenant des objets passibles de droits de douane lorsque le pays de destination a donné son consentement.

The same applies to letters and samples of merchandise containing dutiable articles when the country of destination has given its consent.

Shipping serums, etc.
Post, p. 2822.

Les envois de sérums et de vaccins, bénéficiant de l'exception stipulée à l'article 122 du Règlement, sont admis dans tous les cas.

Shipments of serums and vaccines, benefiting by the exception stipulated by Article 122 of the Regulations, are admitted in all cases.

ARTICLE 40

Contrôle douanier.

Customs inspection.

Officially opening articles for.

L'Administration du pays destinataire est autorisée à soumettre au contrôle douanier les envois cités à l'article 39 et, le cas échéant, à les ouvrir d'office.

ARTICLE 40

Customs inspection

The Administration of the country of destination is authorized to submit the articles mentioned in Article 39 to customs inspection and, if necessary, to open them officially.

ARTICLE 41

Droit de dédouanement.

Customs-clearance fee.

Service charge permitted.

Les envois soumis au contrôle douanier dans le pays de destination peuvent être frappés de ce chef, au titre postal, d'un droit de dédouanement de 50 centimes au maximum par envoi.

ARTICLE 41

Customs-clearance fee

Articles submitted to customs inspection in the country of destination may be charged on that account, by the postal service, with a customs-clearance fee of 50 centimes at most per article.

ARTICLE 42

Non-postal charges.

Droits de douane et autres droits non postaux.

Les Administrations sont autorisées à percevoir, sur les destinataires des envois, les droits de douane et tous autres droits non postaux éventuels.

ARTICLE 42

Customs duties and other non-postal charges

The Administrations are authorized to collect from the addressees of mail articles the customs duties and all other non-postal charges which may be due.

ARTICLE 43

Envois francs de droits.

Prepayment of customs duty.

Sender permitted to assume.

1.—Dans les relations entre les pays qui se sont déclarés d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau de départ, la totalité des droits postaux et non postaux dont les envois sont grevés à la livraison.

ARTICLE 43

Prepayment of customs duty, etc.

1. In relations between countries which have come to an agreement to that effect, senders may, by means of a previous declaration at the office of mailing, assume payment of the whole of the postal and non-postal charges with which the articles are assessed on delivery.

Surety to be posted.

Dans ce cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau destinataire, et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

In such a case, senders must promise to pay such amounts as may be claimed by the office of destination, and, if need be, post sufficient surety.

L'Administration destinataire est autorisée à percevoir un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par envoi. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu à l'article 41.

2.—Toute Administration a le droit de limiter le service des envois francs de droits aux objets recommandés.

ARTICLE 44

Annulation des droits de douane et autres droits non postaux.

Les Administrations s'engagent à intervenir auprès des services intéressés de leur pays pour que les droits de douane et autres droits non postaux soient annulés sur les envois renvoyés au pays d'origine, détruits pour cause d'avarie complète du contenu ou réexpédiés sur un tiers pays.

ARTICLE 45

Envois exprès.

1.—Les objets de correspondance sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays dont les Administrations consentent à se charger de ce service dans leurs relations réciproques.

2.—Ces envois, qualifiés "express", sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale s'élevant au minimum au double de l'affranchissement d'une lettre ordinaire de port simple et au maximum à 70 centimes. Cette taxe doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur.

3.—Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, la remise par exprès peut donner lieu à la perception d'une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée dans le service interne.

La remise par exprès n'est toutefois pas obligatoire dans ce cas.

The Administration of destination is authorized to collect a commission fee which may not exceed 50 centimes per article. This fee is independent of the one provided for by Article 41.

2. Any Administration has the right to limit this prepayment service to registered articles.

ARTICLE 44

Cancellation of customs duty and other non-postal charges

The Administrations undertake to make representations to the interested services of their countries with a view to having the customs duties and other non-postal charges annulled on articles returned to the country of origin, destroyed because of complete deterioration of the contents, or forwarded to a third country.

ARTICLE 45

Special-delivery articles

1. Articles of correspondence are, at the request of the senders, delivered to the addressees by special messenger immediately after their arrival, in countries whose Administrations agree to undertake that service in their reciprocal relations.

2. Such articles, known as *special-delivery articles*, are liable, in addition to the regular postage, to a special fee amounting at least to double the postage on an ordinary single-rate letter, and at most to 70 centimes. This fee must be fully prepaid by the sender.

3. When the addressee's residence is situated outside the local delivery zone of the office of destination, delivery by special messenger may give rise to the collection of a supplementary charge not exceeding that collected in the domestic service.

However, special delivery is not obligatory in such cases.

Commission allowed.

Ante, p. 2764.

Limitation.

Cancellation of duty in certain cases.

Special delivery.

Reciprocal service.

Special fee permitted.

Prepayment.

Supplementary charge.

Discretionary delivery.

Ordinary delivery, if not fully prepaid.

4.—Les objets exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires, à moins qu'ils n'aient été traités comme exprès par le bureau d'origine. Dans ce dernier cas, les envois sont taxés d'après les dispositions de l'article 36.

4. Special-delivery articles upon which the total amount of the charges payable in advance has not been prepaid are delivered by the ordinary means, unless they have been treated as special-delivery articles by the office of origin. In the latter case, the articles are rated in accordance with the provisions of Article 36.

Rate. Ante, p. 2762.

Discretionary delivery.

5.—Il est loisible aux Administrations de s'en tenir à un seul essai de remise par exprès. Si cet essai est infructueux, l'objet peut être traité comme un envoi ordinaire.

5. It is permissible for Administrations to make only one attempt to deliver by special messenger. If such attempt is unsuccessful, the article may be treated as an ordinary article.

ARTICLE 46

ARTICLE 46

Interdictions.

Prohibitions

Prohibitions.

Articles forbidden.

1.—L'expédition des objets visés dans la colonne 1 du tableau ci-après est interdite. Lorsque ces objets ont été admis à tort à l'expédition, ils doivent subir le traitement indiqué dans la colonne 2.

1. The sending of the articles mentioned in Column 1 of the table below is prohibited. When such articles have been wrongly accepted for mailing, they shall undergo the treatment indicated in Column 2.

Objets 1	Traitement des envois admis à tort 2
a) Les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les correspondances;	à traiter selon les règlements intérieurs de l'Administration qui en constate la présence; toutefois, les objets visés sous c) ne sont en aucun cas ni acheminés à destination, ni délivrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine;
b) les objets passibles de droits de douane (sauf les exceptions prévues à l'article 39) ainsi que les échantillons expédiés en nombre en vue d'éviter la perception de ces droits;	
c) l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants;	
d) les objets dont l'admission ou la circulation est interdite dans le pays de destination;	
e) les matières explosibles, inflammables ou dangereuses;	à détruire sur place par l'Administration qui en constate la présence;
f) les objets obscènes ou immoraux;	
g) les animaux vivants, à l'exception des abeilles, des sangues et des vers à soie.	

Articles 1	Treatment of articles wrongly accepted 2
(a) Articles which, by their nature or packing, may expose postal employees to danger, or soil or damage the mails;	To be treated in accordance with the domestic regulations of the Administration which discovers their presence; however, the articles mentioned under (c) are in no case either forwarded to destination, delivered to the addressees or returned to origin;
(b) Articles liable to customs duty (with the exceptions provided for by Article 39), as well as samples sent in quantities for the purpose of avoiding the collection of such duty;	
(c) Opium, morphine, cocaine, and other narcotics;	
(d) Articles whose admission or circulation is prohibited in the country of destination;	
(e) Explosive, inflammable or dangerous substances;	To be destroyed on the spot by the Administration which discovers their presence;
(f) Obscene or immoral articles;	
(g) Live animals, with the exception of bees, leeches, and silk worms.	

2.—Dans les cas où des envois admis à tort à l'expédition ne seraient ni renvoyés à l'origine, ni remis au destinataire, l'Administration expéditrice doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ces envois.

3.—Est d'ailleurs réservé le droit de tout pays de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport en transit à découvert des objets autres que les lettres et les cartes postales, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays.

Ces objets doivent être renvoyés à l'Administration d'origine.

ARTICLE 47

Modalités d'affranchissement.

1.—L'affranchissement est opéré, soit au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers, soit au moyen d'empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées et fonctionnant sous le contrôle immédiat de l'Administration ou, en ce qui concerne les imprimés, au moyen d'empreintes à la presse d'imprimerie ou par un autre procédé lorsqu'un tel système d'impression est autorisé par les règlements intérieurs de l'Administration d'origine.

2.—Sont considérés comme dûment affranchis: les cartes-réponse portant, imprimés ou collés, des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes, les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe a été acquitté avant leur réexpédition, ainsi que les journaux ou paquets de journaux et écrits périodiques dont la suscription porte la mention " Abonnements-poste " et qui sont expédiés en vertu de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

2. In cases where articles wrongly accepted for mailing are neither returned to origin nor delivered to the addressee, the dispatching Administration shall be notified, in a precise manner, of the disposal made of such articles.

Wrongly accepted articles.

3. Moreover, the right is reserved for any country not to convey in transit in open mail over its territory articles other than letters and post cards in regard to which the legal provisions regulating the conditions of their publication or circulation in that country have not been observed.

Right reserved as to publications.

Such articles shall be returned to the country of origin.

ARTICLE 47

Methods of prepayment

1. Prepayment of postage is effected either by means of postage stamps valid in the country of origin for the correspondence of private individuals, or by means of impressions of stamping machines officially adopted and operating under the immediate control of the Administration; or, in the case of prints, by means of impressions, printed or otherwise obtained, when such a system of indicia is authorized by the domestic regulations of the Administration of origin.

Methods of prepayment.

2. The following are considered as duly prepaid: Reply post cards bearing printed or adhesive postage stamps of the country of issue of such cards; articles regularly prepaid for their first transmission on which the additional postage has been paid before their redirection; as well as newspapers or packages of newspapers and periodicals whose address bears the words *Abonnements-poste* (Subscription by mail) which are sent under the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals.

Articles included.

ARTICLE 48

Affranchissement des correspondances à bord des navires.

Ship postage requirements.

Les correspondances déposées en pleine mer dans la boîte d'un navire ou entre les mains des agents des postes embarqués ou des commandants de navires peuvent être affranchies, sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit navire. Si le dépôt à bord a lieu pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable que s'il est effectué au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le navire.

ARTICLE 49

Franchise postale.

Franking privilege.

1.—Sont exonérées de toutes taxes postales les correspondances relatives au service postal échangées entre les Administrations des postes, entre ces Administrations et le Bureau international, entre les bureaux de poste des pays de l'Union, et entre ces bureaux et les Administrations ainsi que celles dont le transport en franchise est expressément prévu par les dispositions de la Convention, des Arrangements et de leurs Règlements.

Mail for prisoners of war.

2.—Les correspondances, à l'exception des envois grevés de remboursement, destinées aux prisonniers de guerre ou expédiées par eux sont également exonérées de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Il en est de même des correspondances concernant les prisonniers de guerre, expédiées ou reçues, soit directement, soit à titre d'intermédiaire, par les bureaux de renseignements qui se-

ARTICLE 48

Prepayment of correspondence on board ships

Correspondence mailed on the high seas, in the box on board a vessel, or handed to postal agents on board or to the commanders of vessels, may be prepaid, barring contrary agreement between the Administrations concerned, by means of the postage stamps and according to the postage rates of the country to which the said vessel belongs or by which it is maintained. If the mailing on board takes place during the stay at one of the two terminal points of the voyage or at one of the ports of call, the prepayment is valid only if it is effected by means of the postage stamps and according to the postage rates of the country in whose waters the vessel happens to be.

ARTICLE 49

Franking privilege

1. Correspondence relating to the postal service exchanged between Postal Administrations, between those Administrations and the International Bureau, between post offices of countries of the Union, and between those offices and the Administrations, as well as that for which the franking privilege is expressly provided by the stipulations of the Convention, the Agreements and their Regulations, is exempt from all postal charges.

2. Correspondence, with the exception of C. O. D. articles, addressed to prisoners of war or mailed by them, is likewise exempt from all postal charges, not only in the countries of origin and destination but also in intermediary countries.

The same is true of correspondence concerning prisoners of war, sent or received either directly or as intermediary by the information offices which may be established on behalf of such persons in

raient établis éventuellement pour ces personnes dans des pays belligérants ou dans les pays neutres ayant recueilli des belligérants sur leur territoire.

Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus.

ARTICLE 50

Coupons-réponse.

Des coupons-réponses sont mis en vente dans les pays de l'Union.

Le prix de vente en est déterminé par les Administrations intéressées, mais ne peut être inférieur à 35 centimes ou à l'équivalent dans la monnaie du pays de débit.

Chaque coupon est échangeable dans tout pays contre un timbre ou des timbres représentant l'affranchissement d'une lettre ordinaire de port simple originaire de ce pays à destination de l'étranger.

Est, en outre, réservée à chaque pays la faculté d'exiger le dépôt simultané des coupons-réponse et des envois de correspondance à affranchir en échange de ces coupons.

ARTICLE 51

Retrait. Modification d'adresse.

1.—L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

2.—La demande à formuler à cet effet est transmise, par voie postale ou par voie télégraphique, aux frais de l'expéditeur qui doit payer, pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple et, pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme.

belligerent countries or in neutral countries which have received belligerents on their territory.

Belligerents received and interned in a neutral country are assimilated to prisoners of war properly so called, insofar as the application of the above provisions is concerned.

Belligerents interned in neutral country.

ARTICLE 50

Reply coupons

Reply coupons are placed on sale in the countries of the Union.

Their selling-price is determined by the interested Administrations, but may not be less than 35 centimes or the equivalent in money of the country selling them.

Each coupon is exchangeable in any country for a stamp or stamps representing the postage on a single-rate ordinary letter originating in that country and addressed to a foreign country.

Moreover, the right is reserved for any country to require that the reply coupons and the articles of correspondence for the prepayment of which they are to be exchanged be presented at the same time.

Reply coupons.

Sale authorized.

Exchangeability.

Use of, reserved.

ARTICLE 51

Withdrawal. Change of address

1. The sender of an article of correspondence may cause it to be withdrawn from the mails or have its address changed, provided that such article has not been delivered to the addressee.

2. The request to be made to that effect is sent by mail or by telegraph at the expense of the sender, who shall pay, for every request by mail, the charge applicable to a single-rate registered letter; and, for every request by telegraph, the charge for the telegram.

Withdrawal, etc.

Right of sender, before delivery.

Charge for request, etc.

Si la demande de retrait ou de modification d'adresse concerne plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, l'expéditeur paie, pour toute demande postale, la taxe applicable à une seule lettre recommandée de port simple et, pour toute demande télégraphique, la taxe du télégramme contenant les données de tous les envois visés.

If the request for withdrawal or modification of address relates to several articles mailed simultaneously at the same office by the same sender addressed to the same addressee, the sender pays, for every request by mail, the charge applicable to one single-rate registered letter; and, for every request by telegraph, the charge for the telegram containing the particulars of all the articles contemplated.

ARTICLE 52

ARTICLE 52

Forwarding.

*Réexpédition. Rebuts.**Forwarding. Undelivered correspondence*

In case of change of address.

1.—En cas de changement de résidence du destinataire, les objets de correspondance lui sont réexpédiés, à moins que l'expéditeur n'ait interdit la réexpédition par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination.

1. In case of change of residence by the addressee, articles of correspondence are forwarded to him, unless the sender has forbidden the forwarding by a notation placed on the address side in a language known in the country of destination.

Undeliverable correspondence.

2.—Les correspondances tombées en rebut doivent être renvoyées immédiatement au pays d'origine.

2. Correspondence which is undeliverable shall be returned immediately to the country of origin.

General delivery, etc.

3.—Le délai de conservation des correspondances gardées en instance à la disposition des destinataires ou adressées poste restante est fixé par les règlements du pays de destination. Toutefois, ce délai ne peut dépasser, en règle générale, deux mois, sauf dans des cas particuliers où l'Administration de destination juge nécessaire de le prolonger jusqu'à quatre mois au maximum. Le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court, si l'expéditeur l'a demandé par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination.

3. The period of retention for correspondence held at the disposal of the addressees or addressed to general delivery is fixed by the regulations of the country of destination. However, such period may not exceed two months as a general rule, except in particular cases where the Administration of destination deems it necessary to extend it to four months at most. The return to the country of origin must take place within a shorter period, if the sender has so requested by a notation placed on the address side in a language known in the country of destination.

Prints without value.

4.—Les imprimés dénués de valeur ne sont pas renvoyés, sauf si l'expéditeur en a demandé le retour par une annotation portée sur l'envoi. Les imprimés recommandés doivent toujours être renvoyés.

4. Prints without value are not returned, unless the sender has requested their return by a notation placed on the article. Registered prints shall always be returned.

No extra charge for forwarding, etc.

5.—La réexpédition d'objets de correspondance de pays à pays ou leur renvoi au pays d'origine ne donne lieu à la perception d'aucun

5. The forwarding of articles of correspondence from country to country, or their return to the country of origin, does not give

supplément de taxe, sauf les exceptions prévues au Règlement.

6.—Les objets de correspondance qui sont réexpédiés ou tombés en rebut sont livrés aux destinataires ou aux expéditeurs contre paiement des taxes dont ils ont été grevés au départ, à l'arrivée ou en cours de route par suite de réexpédition au delà du premier parcours, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accorde pas l'annulation.

7.—En cas de réexpédition sur un autre pays ou de non-remise, la taxe de poste restante, le droit de dédouanement, le droit de commission, la taxe complémentaire d'express et le droit spécial de remise aux destinataires des petits paquets sont annulés.

rise to the collection of any additional charge, apart from the exceptions provided for by the Regulations.

6. Forwarded or returned articles of correspondence are delivered to the addressees or senders upon payment of the charges due on them on departure, on arrival, or in the course of transmission, as a result of redirection after the first transmission, without prejudice to the repayment of the customs duties or other special charges which the country of destination does not agree to cancel.

7. In case of forwarding to another country, or of non-delivery, the general-delivery fee, the customs-clearance fee, the commission fee, the additional special-delivery fee, and the special fee for the delivery of small packets to the addressees, are canceled.

Returned or forwarded articles.

General-delivery, etc., fees canceled.

ARTICLE 53

Réclamations.

1.—La réclamation de tout envoi peut donner lieu à la perception d'un droit de 50 centimes au maximum.

Ce droit est perçu pour chaque envoi, même si la réclamation concerne plusieurs envois déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire.

En ce qui concerne les envois recommandés, aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

2.—Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt de l'envoi.

Chaque Administration est, toutefois, tenue de donner suite aux simples demandes de renseignements, introduites après ce délai, dont elle est saisie par une autre Administration au sujet d'envois expédiés depuis moins de deux ans.

3.—Chaque Administration est obligée d'accepter les réclamations

ARTICLE 53

Inquiries.

1. An inquiry as to the disposal made of any article may give rise to the collection of a fee of 50 centimes at most.

That fee is collected for each article, even if the inquiry relates to several articles mailed simultaneously by the same sender addressed to the same addressee.

As for registered articles, no fee is collected if the sender has already paid the special fee for a return receipt.

2. Inquiries are accepted only within the period of one year, counting from the day following that of mailing of the article.

However, every Administration is bound to comply with simple requests for information presented after that period which it receives from another Administration regarding articles mailed less than two years previously.

3. Every Administration is obliged to accept inquiries con-

Inquiries.

Fees authorized.

Time limit for.

Acceptance.

concernant des envois déposés sur le territoire d'autres Administrations.

Return, if fault of service.

4.—Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, le droit de réclamation est restitué.

cerning articles mailed on the territory of other Administrations.

4. When an inquiry has been made necessary thru a fault of the service, the inquiry fee is returned.

CHAPITRE II

CHAPTER II

Registered articles.

ENVOIS RECOMMANDÉS.

REGISTERED ARTICLES

ARTICLE 54

ARTICLE 54

Charges.

Taxes.

Charges

Designated articles.

Ante, p. 2759.

1.—Les objets de correspondance désignés à l'article 33 peuvent être expédiés sous recommandation.

1. The articles of correspondence designated in Article 33 may be sent under registration.

Advance postage required.

2.—La taxe de tout envoi recommandé doit être acquittée à l'avance. Elle se compose:

2. The postage on all registered articles must be paid in advance. It consists of:

a) du port ordinaire de l'envoi, selon sa nature;

(*a*) The ordinary postage on the article, according to its class;

b) d'un droit fixe de recommandation de 40 centimes au maximum.

(*b*) A fixed registration fee of 40 centimes at most.

Le droit fixe de recommandation afférent à la partie "Réponse" d'une carte postale ne peut être valablement acquitté que par l'expéditeur de cette partie.

The fixed registration fee applicable to the reply half of a post card can not be legally paid by anyone but the sender of that half.

Receipt.

3.—Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à l'expéditeur d'un envoi recommandé.

3. A receipt shall be delivered without charge to the sender of a registered article at the time of mailing.

Special charge for assumed risk.

4.—Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure sont autorisés à percevoir une taxe spéciale de 40 centimes au maximum pour chaque envoi recommandé.

4. Countries disposed to undertake risks arising from *force majeure* (causes beyond control) are authorized to collect a special charge of 40 centimes at most for each registered article.

Insufficiently, etc., prepaid registered mail.

5.—Les envois recommandés non ou insuffisamment affranchis qui auraient été transmis à tort au pays de destination sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe égale au montant de l'affranchissement manquant.

5. Unprepaid or insufficiently prepaid registered articles which have been wrongly sent to the country of destination are liable, at the expense of the addressees, to a charge equal to the amount of the missing postage.

ARTICLE 55

ARTICLE 55

Return receipts.

Avis de réception.

Return receipts

Charge.

L'expéditeur d'un envoi recommandé peut demander un avis de réception en payant, au moment du dépôt, un droit fixe de 40 centimes au maximum.

The sender of a registered article may request a return receipt by paying, at the time of mailing, a fixed charge of 40 centimes at most.

L'avis de réception peut être demandé postérieurement au dépôt de l'envoi dans le délai et moyennant la taxe prévus à l'article 53 pour les réclamations.

The return receipt may be requested after the mailing of the article, within the period and upon payment of the fee prescribed by Article 53 for inquiries.

Request for.

ARTICLE 56

ARTICLE 56

Etendue de la responsabilité.

Extent of responsibility

Responsibility.

1.—Sauf les cas prévus à l'article 57 ci-après, les Administrations répondent de la perte des envois recommandés.

1. With the exceptions provided for by Article 57 following, Administrations are responsible for the loss of registered articles.

Indemnity due.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité dont le montant est fixé à 50 francs par objet.

The sender is entitled, on that account, to indemnity, the amount of which is fixed at 50 francs per article.

2.—Les Administrations n'assument aucune responsabilité pour les envois saisis par la douane par suite de fausse déclaration de leur contenu.

2. Administrations assume no responsibility for articles seized by the customs as a result of false declaration of their contents.

False customs declaration.

ARTICLE 57

ARTICLE 57

Exceptions au principe de la responsabilité.

Exceptions to the principle of responsibility

Nonresponsibility.

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité pour la perte d'envois recommandés:

Administrations are released from all responsibility for loss of registered articles:

Lost articles.

a) en cas de force majeure; toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration expéditrice qui a accepté de couvrir les risques de force majeure (article 54, § 4). Le pays responsable de la perte doit, suivant sa législation intérieure, décider si cette perte est due à des circonstances constituant un cas de force majeure;

(a) In case of *force majeure*; however, responsibility is maintained in regard to an Administration of origin which has undertaken to cover risks of *force majeure* (Article 54, Section 4). The country responsible for the loss must decide, in accordance with its domestic legislation, whether such loss is due to circumstances constituting a case of *force majeure*;

By force majeure.

Ante, p. 2772.

b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;

(b) When, proof of their responsibility not having been furnished otherwise, they can not account for articles as a result of destruction of service records due to a case of *force majeure*;

Circumstances to determine.

Destruction of records.

c) lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues aux articles 34, § 4 et 6, lettre (c), et 46, § 1;

(c) When it is a question of articles whose contents fall within the scope of the prohibitions laid down by Articles 34, Sections 4 and 6, letter (c), and 46, Section 1;

With prohibited contents.

Ante, pp. 2759, 2766.

d) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an prévu à l'article 53.

(d) When the sender has not made any inquiry within the period of one year contemplated by Article 53.

No inquiry made. Ante, p. 2771.

ARTICLE 58

Cessation de la responsabilité.

Responsibility terminated on delivery.

Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur pour les envois de même nature.

ARTICLE 59

Payement de l'indemnité.

Payment of indemnity.

L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur de l'envoi, sous réserve de son droit de recours contre l'Administration responsable.

ARTICLE 60

Délai de paiement de l'indemnité.

Period for indemnity payment.

1.—Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays éloignés.

Postponement.

L'Administration expéditrice qui n'accepte pas de se charger des risques dérivant du cas de force majeure peut différer le règlement de l'indemnité au delà du délai prévu à l'alinéa précédent lorsque la question de savoir si la perte de l'envoi est due à un cas de l'espèce n'est pas tranchée.

Settlement of intermediation, etc., office.

2.—L'Administration d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Administration intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois sans donner de solution à l'affaire; ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays éloignés.

ARTICLE 61

Détermination de la responsabilité.

Responsibility.

Of receiving Administration.

1.—Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'ob-

ARTICLE 58

Termination of responsibility

Administrations cease to be responsible for registered articles the delivery of which they have effected under the conditions prescribed by their domestic regulations for articles of the same nature.

ARTICLE 59

Payment of indemnity

The obligation of paying indemnity falls upon the Administration to which the office of origin of the article belongs, subject to its right to make a claim against the responsible Administration.

ARTICLE 60

Period for payment of indemnity

1. Payment of indemnity must take place as soon as possible, and at the latest within the period of six months, counting from the day following the date of the inquiry. That period is extended to nine months in relations with distant countries.

A dispatching Administration which does not accept risks arising from *force majeure* may, as an exception, postpone settlement for the indemnity beyond the period prescribed by the preceding paragraph when the question of knowing whether the loss of the article was due to a case of that kind has not yet been settled.

2. The Administration of origin is authorized to settle with the sender on behalf of an Administration of intermediation or destination which, duly notified, has let three months pass without settling the matter; that period is extended to six months in relations with distant countries.

ARTICLE 61

Fixing of responsibility

1. Until the contrary is proved, responsibility for the loss of a registered article falls on the Administration which, having received the article without making any

servation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

Une Administration intermédiaire ou destinataire est, jusqu'à preuve du contraire, dégagée de toute responsabilité:

a) lorsqu'elle a observé les dispositions de l'article 159, § 3, du Règlement;

b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de garde prévu à l'article 177 du Règlement étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

Toutefois, si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

2.—Lorsqu'un objet recommandé a été perdu dans des circonstances de force majeure, l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration expéditrice que si les deux pays se chargent des risques dérivant du cas de force majeure.

3.—Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte.

4.—L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre destiers.

5.—En cas de découverte ultérieure d'un envoi recommandé considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut

observations, and, being furnished all particulars of inquiry prescribed by the regulations, can not establish either delivery to the addressee or regular transmission to the next Administration, as the case may be.

An Administration of intermediation or destination is, until the contrary is proved, released from all responsibility:

(a) When it has observed the provisions of Article 159, Section 3, of the Regulations;

(b) When it can establish that it did not receive the inquiry until after the destruction of the service records relating to the article sought, the retention-period prescribed by Article 177 of the Regulations having expired; this reservation does not affect the rights of the claimant.

However, if the loss has taken place in the course of transmission, without its being possible to determine on the territory or in the service of what country the loss occurred, the Administrations concerned bear the loss in equal shares.

2. When a registered article has been lost under circumstances of *force majeure*, the Administration on whose territory or in whose service the loss took place is not responsible therefor to the Administration of origin unless both countries undertake risks arising from cases of *force majeure*.

3. The customs duties and other charges whose cancelation it has been impossible to obtain are charged to the Administrations responsible for the loss.

4. The Administration which has effected payment of the indemnity is subrogated up to the amount of such indemnity in the rights of the person who has received it for all eventual recourse against the addressee, the sender, or third parties.

5. In case of subsequent recovery of a registered article considered as lost, the person to whom indemnity has been paid shall be advised that he may obtain pos-

Release of intermediate, etc., Administration.

Verification observed.
Post, p. 2853.

Inquiry received after records destroyed.

Post, p. 2874.

When place of loss cannot be determined.

Loss by *force majeure*.

Customs, etc., duties.

Subrogation of rights to paying Administration.

Subsequent recovery.

prendre possession de l'envoi contre restitution du montant de l'indemnité.

session of the article upon repayment of the amount of the indemnity.

ARTICLE 62

ARTICLE 62

Remboursement de l'indemnité à l'Administration expéditrice.

Repayment of the indemnity to the Administration of origin

Repayment to Administration of origin.

Ante, p. 2774.

1.—L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué en conformité de l'article 60 est tenue de rembourser à l'Administration expéditrice, dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la notification du paiement, le montant de l'indemnité effectivement payée à expéditeur.

1. The Administration which is responsible, or on whose behalf payment is made in accordance with Article 60, is bound to reimburse the Administration of origin, within a period of three months, counted from the sending of the notification of payment, for the amount of indemnity actually paid to the sender.

Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations en conformité de l'article 61, l'intégralité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration expéditrice, dans le délai mentionné à l'alinéa précédent, par la première Administration qui, ayant dûment reçu l'envoi réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la quote-part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

If the indemnity must be paid by several Administrations in conformity with Article 61, the whole of the indemnity due must be turned over to the Administration of origin, within the period mentioned in the preceding paragraph, by the first Administration which, having duly received the article inquired about, can not establish its regular transmission to the corresponding service. It is incumbent upon that Administration to recover from the other responsible Administrations the eventual share of each of them in the indemnity paid to the rightful claimant.

Method of reimbursement.

2.—Le remboursement à l'Administration créancière s'effectue sans frais pour cette Administration, soit au moyen d'un mandat de poste, d'un chèque ou d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans ce pays.

2. The reimbursement of the creditor Administration is effected without expense for that Administration by means of either a money order, a check or a draft payable at sight on the capital or a commercial city of the creditor country, or in coin current in that country.

Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 60, § 2, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office sur le pays responsable par la voie d'un décompte quelconque, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une Administration qui échange régulièrement des décomptes avec l'Administration responsable.

When responsibility has been acknowledged, as well as in the case contemplated by Article 60, Section 2, the amount of indemnity may likewise be recovered from the responsible country officially thru any account, either directly or thru the intermediary of an Administration which regularly exchanges accounts with the responsible Administration.

Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Administration ex-

At the expiration of the period of three months, the sum due to

péditrice est productive d'intérêt à raison de 5% l'an à compter du jour de l'expiration dudit délai.

3.—L'Administration d'origine ne peut réclamer le remboursement de l'indemnité à l'Administration responsable que dans le délai de deux ans à compter de l'envoi de la notification de la perte, ou, s'il y a lieu, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 60, § 2.

4.—L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

5.—Les Administrations peuvent s'entendre pour liquider périodiquement les indemnités qu'elles ont payées aux expéditeurs et dont elles ont reconnu le bien-fondé.

the Administration of origin bears interest at the rate of 5 per cent a year, counting from the date of expiration of the said period.

3. The Administration of origin may claim repayment of the indemnity from the responsible Administration only within the period of two years, counting from the date of sending the notification of the loss; or, if occasion arises, from the date of expiration of the period contemplated by Article 60, Section 2.

4. An Administration whose responsibility is duly established and which has at first declined to pay the indemnity must bear all the additional expenses resulting from the unjustified delay in making payment.

5. Administrations may agree among themselves to make periodical settlements of the indemnities which they have paid to the senders and the justness of which they have recognized.

Time limit.

Ante, p. 2774.

Arrearage penalty.

Periodical settlements.

CHAPITRE III

ENVOIS CONTRE REMBOURSEMENT.

ARTICLE 63

Taxes et conditions. Liquidation.

1.—Les correspondances recommandées peuvent être expédiées contre remboursement dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'assurer ce service.

2.—Les objets expédiés contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés. En outre, l'expéditeur paie à l'avance:

a) une taxe fixe qui ne peut dépasser 50 centimes par envoi et un droit proportionnel de ½% au maximum du montant du remboursement, s'il désire que ce montant soit liquidé au moyen d'un mandat de remboursement émis gratuitement à son profit;

b) une taxe fixe de 25 centimes au maximum, s'il demande la liquidation au moyen d'un versement en compte courant postal dans le pays de destination de l'envoi.

CHAPTER III

COLLECT-ON-DELIVERY ARTICLES

ARTICLE 63

Rates and conditions. Settlement

1. Registered articles may be sent C. O. D. in relations between countries whose Administrations agree to perform such service.

2. Articles sent C. O. D. are subject to the conditions and rates applicable to registered articles. Moreover, the sender pays in advance:

(a) A fixed fee which may not exceed 50 centimes per article and a proportional fee of ½ percent at most of the amount of the C. O. D. charge, if he desires that such amount be settled by means of a C. O. D. money order issued free of charge in his favor;

(b) A fixed fee of 25 centimes at most, if he requests settlement by means of a transfer to a current postal-check account in the country of destination of the article.

Collect-on-delivery articles.

Rules and settlement.

Between countries agreeing to perform service.

Rates, etc.

Maximum.

Method of settlement.

3.—Le mode de liquidation prévu au § 2, lettre *b*, n'est admis que si les Administrations intéressées se chargent d'appliquer ce procédé de liquidation. L'Administration de destination verse en compte courant, au moyen d'un bulletin de versement du régime intérieur, le montant encaissé sur le destinataire, après déduction d'une taxe fixe de 25 centimes au maximum et de la taxe ordinaire des versements applicable dans son service intérieur.

Maximum charge.

4.—Quel que soit le mode de liquidation, le montant maximum du remboursement est égal à celui qui est fixé pour les mandats de poste à destination du pays d'origine de l'envoi.

C. O. D. charge.

5.—Sauf arrangement contraire, le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi. Toutefois, en cas de versement en compte courant postal tenu dans le pays de destination de l'envoi, ce montant doit être indiqué dans la monnaie de ce pays.

Collection.

6.—Chaque Administration a la faculté d'adopter, pour la perception du droit proportionnel prévu au § 2, lettre *a*, l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.

3. The method of settlement contemplated by Section 2, letter (b), is permitted only if the Administrations concerned undertake to apply such procedure for settlement. The Administration of destination turns over to the current account, by means of a domestic transfer bulletin, the amount collected from the addressee, after deducting a fixed fee of 25 centimes at most and the ordinary transfer fee applicable in its domestic service.

4. Irrespective of the method of settlement, the maximum amount of the C. O. D. charge is equal to that fixed for money orders addressed to the country of origin of the article.

5. In the absence of contrary agreement, the amount of the C. O. D. charge is expressed in money of the country of origin of the article. However, in case of transfer to a current postal-check account held in the country of destination of the article, such amount shall be indicated in money of that country.

6. Each Administration has the option of adopting, for the collection of the proportional fee contemplated by Section 2, letter (a), the scale which is most convenient for its service.

ARTICLE 64

Annulation ou réduction du montant du remboursement.

Cancellation, etc., of amount.

L'expéditeur d'un envoi recommandé grevé de remboursement peut demander le dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement.

Requests for cancellation.

Les demandes de cette nature sont soumises aux mêmes dispositions que les demandes de retrait ou de modification d'adresse.

Si la demande de dégrèvement total ou partiel du montant du remboursement doit être transmise par voie télégraphique, la taxe du télégramme est augmentée de la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple.

ARTICLE 64

Cancellation or reduction of the amount to be collected

The sender of a registered C. O. D. article may request total or partial cancellation of the amount to be collected.

Requests of this nature are subject to the same provisions as requests for withdrawal or change of address.

If the request for total or partial cancellation of the C. O. D. charge must be sent by telegraph, the charge for the telegram is increased by the rate applicable to a single-rate registered letter.

ARTICLE 65

Responsabilité en cas de perte de l'envoi.

La perte d'un envoi recommandé grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par les articles 56 et 57.

ARTICLE 66

Garantie des sommes encaissées régulièrement.

Les sommes encaissées régulièrement du destinataire, qu'elles aient été ou non converties en mandats de poste ou versées en compte courant postal, sont garanties à l'expéditeur dans les conditions déterminées par l'Arrangement concernant les mandats de poste ou par les prescriptions régissant le service des chèques et virements postaux.

ARTICLE 67

Indemnité en cas de non-encaissement du montant du remboursement, d'encaissement insuffisant ou frauduleux.

1.—Si l'envoi a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 53, § 2, et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de sa part, ou que le contenu de l'envoi ne tombe sous le coup des interdictions prévues aux articles 34, §§ 4 et 6, lettre *c*, et 46, § 1.

Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

2.—L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours even-

ARTICLE 65

Responsibility in case of loss of articles

The loss of a registered C. O. D. article involves the responsibility of the postal service under the conditions laid down by Articles 56 and 57.

Responsibility for loss.

ARTICLE 66

Guarantee of sums regularly collected

The sums regularly collected from the addressees, whether or not they have been converted into money orders or turned over to a current postal-check account, are guaranteed to the sender under the conditions laid down by the Agreement concerning money orders, or by the provisions governing the postal-check service.

Guarantee of sums regularly collected.

ARTICLE 67

Indemnity in case of non-collection, insufficient or fraudulent collection of the C. O. D. charge

1. If the article has been delivered to the addressee without collecting the amount of the C. O. D. charge, the sender is entitled to indemnity, provided that inquiry has been made within the period prescribed by Article 53, Section 2, and unless the non-collection is due to fault or negligence on his part, or unless the contents of the article come under the prohibitions laid down by Articles 34, Sections 4 and 6, letter (*c*), and 46, Section 1.

Indemnity for non-collection, etc.

Ante, p. 2771.

Ante, pp. 2759, 2766.

The same applies if the sum collected from the addressee is lower than the amount of the C. O. D. charge indicated, or if the collection has been made fraudulently.

Deficiency or fraud.

In no case may the indemnity exceed the amount to be collected on delivery.

2. The Administration which has effected payment of the indemnity is subrogated up to the amount of such indemnity in the rights of the person who has received it for all eventual recourse

Subrogation of rights to paying Administration.

tuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

ARTICLE 68

Sommes encaissées régulièrement. Indemnités. Paiement et recours.

L'obligation de payer les sommes encaissées régulièrement ou l'indemnité dont il est question à l'article 67 incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur de l'envoi, sous réserve de son droit de recours contre l'Administration responsable.

ARTICLE 69

Délai de paiement.

Les dispositions de l'article 60 concernant les délais de paiement de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'appliquent au paiement des sommes encaissées ou de l'indemnité pour les envois contre remboursement.

ARTICLE 70

Détermination de la responsabilité.

Le paiement, par l'Administration expéditrice, des sommes encaissées régulièrement ou de l'indemnité prévue à l'article 67 se fait pour le compte de l'Administration destinataire. Celle-ci est responsable, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation d'une disposition réglementaire par l'Administration expéditrice.

En cas d'encaissement frauduleux à la suite de la disparition, dans le service, d'un envoi contre remboursement, la responsabilité des Administrations en cause est déterminée selon les règles prévues à l'article 61 pour la perte d'un envoi recommandé.

Toutefois, la responsabilité d'une Administration intermédiaire qui ne participe pas au service des remboursements est limitée à celle qui est prévue aux articles 56 et 57 pour les envois recommandés. Les autres Administrations supportent par parts égales le montant non couvert.

against the addressee, the sender, or third parties.

ARTICLE 68

Sums regularly collected. Indemnity. Payment and recourse

The obligation of paying the sums regularly collected, or the indemnity referred to in Article 67, falls upon the Administration to which the office of origin of the article belongs, subject to its right to make a claim against the responsible Administration.

ARTICLE 69

Period of payment

The provisions of Article 60 concerning the periods for payment of indemnity for the loss of a registered article are applicable to the payment of the sums collected or of the indemnity for C. O. D. articles.

ARTICLE 70

Fixing the responsibility

The payment by the dispatching Administration of the sums regularly collected, or of the indemnity provided for by Article 67, is effected on behalf of the Administration of destination. The latter is responsible, unless it can prove that the irregularity was due to the failure of the dispatching Administration to observe a provision of the regulations.

In case of fraudulent collection as a result of the loss of a C. O. D. article in the service, the responsibility of the Administrations involved is determined in accordance with the rules laid down by Article 61 for the loss of a registered article.

However, the responsibility of an intermediate Administration which does not participate in the C. O. D. service is limited to that prescribed by Articles 56 and 57 for registered articles. The other Administrations pay the amount not covered in equal shares.

Payment, etc., of collections.

Periods for paying. *Ante*, p. 2774.

Fixing responsibility.

Ante, p. 2774.

Ante, p. 2773.

ARTICLE 71

ARTICLE 71

Remboursement des sommes avancées.

Repayment of sums advanced

L'Administration destinataire est tenue de rembourser à l'Administration expéditrice dans les conditions prévues à l'article 62 les sommes qui ont été avancées pour son compte.

The Administration of destination is bound to reimburse the Administration of origin, under the conditions prescribed by Article 62, for the sums which have been advanced on its behalf.

Repayment of advances.

ARTICLE 72

ARTICLE 72

Mandats de remboursement et bulletins de versement.

C. O. D. money orders and transfer bulletins

1.—Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'Administration d'émission. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'Administration expéditrice de l'envoi grevé de remboursement et revient définitivement à cette Administration après l'expiration du délai légal de prescription.

1. The amount of a C. O. D. money order which, for any reason, has not been paid to the payee, is not repaid to the Administration of issue. It is held at the disposal of the payee by the Administration of origin of the C. O. D. article, and finally reverts to that Administration, after the expiration of the period prescribed by law.

Money orders and transfer bulletins.

A tous les autres égards, et sous les réserves prévues au Règlement, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Arrangement concernant les mandats de poste.

In all other respects, and apart from the exceptions laid down by the Regulations, C. O. D. money orders are subject to the provisions of the Agreement concerning money orders.

2.—Lorsque, pour une cause quelconque, un bulletin de versement émis en conformité des prescriptions de l'article 63 ne peut être porté au crédit du bénéficiaire indiqué par l'expéditeur de l'envoi contre remboursement, le montant de ce bulletin doit être mis, par l'Administration qui l'a encaissé, à la disposition de l'Administration d'origine pour être payé à l'expéditeur de l'envoi.

2. When, for any reason, a transfer bulletin issued in accordance with the provisions of Article 63 can not be entered to the credit of the payee indicated by the sender of the C. O. D. article, the amount of such bulletin shall be placed, by the Administration which has cashed it, at the disposal of the Administration of origin, to be paid to the sender of the article.

Unpaid transfer bulletins.

Si ce paiement ne peut être effectué, il est procédé comme il est prévu au §1.

If this payment can not be effected, the procedure outlined in Section 1 is followed.

ARTICLE 73

ARTICLE 73

Bonification de la taxe et du droit de remboursement.

Sharing of C. O. D. charges and fees

L'Administration d'origine bonifie à l'Administration de destination, dans les conditions prescrites par le Règlement, une

The Administration of origin credits the Administration of destination, under the conditions fixed by the Regulations, with a

Sharing of C. O. D. charges and fees.

quote-part fixe de 20 centimes par remboursement, plus $\frac{1}{4}\%$ de la somme totale des mandats de remboursement payés.

fixed quota of 20 centimes per C. O. D. article, plus $\frac{1}{4}$ per cent of the total amount of C. O. D. money orders paid.

CHAPITRE IV

ATTRIBUTION DES TAXES.
FRAIS DE TRANSIT.

ARTICLE 74

Attribution des taxes.

Sauf les cas expressément prévus par la Convention, chaque Administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

ARTICLE 75

Frais de transit.

1.—Les correspondances échangées en dépêches closes entre deux Administrations, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations (services tiers), sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit indiqués dans le tableau suivant:

	Par kilo-gramme	
	de lettres et de cartes postales	d'autres objets
	Fr. c.	Fr. c.
<i>1° Parcours territoriaux:</i>		
Jusqu'à 1000 km.....	— 60	— 08
Au delà de 1000 jusqu'à 2000 km.....	— 80	— 12
Au delà de 2000 jusqu'à 3000 km.....	1. 20	— 16
Au delà de 3000 jusqu'à 6000 km.....	2. —	— 24
Au delà de 6000 jusqu'à 9000 km.....	2. 80	— 32
Au delà de 9000 km.....	3. 60	— 40
<i>2° Parcours maritimes:</i>		
Jusqu'à 300 milles marins.....	— 60	— 08
Au delà de 300 jusqu'à 1500 milles marins.....	1. 60	— 20
Entre l'Europe et l'Amérique du Nord.....	2. 40	— 32
Au delà de 1500 jusqu'à 6000 milles marins.....	3. 20	— 40
Au delà de 6000 milles marins.....	4. 80	— 60

CHAPTER IV

RETENTION OF POSTAGE.
TRANSIT CHARGES

ARTICLE 74

Retention of postage

Except in cases expressly provided for by the Convention, each Administration retains the whole of the postage which it collects.

ARTICLE 75

Transit charges

1. Articles of correspondence exchanged in closed mails between two Administrations, by means of the services of one or more other Administrations (third services), are liable, for the benefit of each of the countries traversed or whose services participate in the conveyance, to the transit charges indicated in the following table:

	Per kilo-gram	
	of letters and post cards	of other articles
	Fr. c.	Fr. c.
<i>1° Territorial transit:</i>		
Up to 1,000 km.....	0. 60	0. 08
From 1,000 to 2,000 km.....	0. 80	0. 12
From 2,000 to 3,000 km.....	1. 20	0. 16
From 3,000 to 6,000 km.....	2. 00	0. 24
From 6,000 to 9,000 km.....	2. 80	0. 32
Over 9,000 km.....	3. 60	0. 40
<i>2° Maritime transit:</i>		
Up to 300 nautical miles.....	0. 60	0. 08
From 300 to 1,500 nautical miles.....	1. 60	0. 20
Between Europe and North America.....	2. 40	0. 32
From 1,500 to 6,000 nautical miles.....	3. 20	0. 40
Over 6,000 nautical miles.....	4. 80	0. 60

Retention of postage by each Administration.

Transit charges.

Table.

2.—Les frais de transit pour le transport maritime sur un trajet n'excédant pas 300 milles marins sont fixés au tiers des sommes prévues au § 1, si l'Administration intéressée reçoit déjà, du chef des dépêches transportées, la rémunération afférente au transit territorial.

2. The transit charges for maritime conveyance on a route not exceeding 300 nautical miles are fixed at one-third the amounts set forth in Section 1, if the Administration concerned already receives, on account of the mails transported, compensation for territorial transit.

Maritime service.

3.—En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours maritime total ne peuvent pas dépasser 4 francs 80 par kilogramme de lettres et de cartes postales et 60 centimes par kilogramme d'autres objets. Le cas échéant, ces montants maxima sont répartis entre les Administrations participant au transport, au prorata des distances parcourues.

3. In the case of maritime transit effected by two or more Administrations, the total maritime transit charges may not exceed 4 francs 80 centimes per kilogram of letters and post cards or 60 centimes per kilogram of other articles. When occasion arises, those maximum amounts are divided between the Administrations taking part in the transportation in proportion to the distances traversed.

By two or more Administrations.

4.—Sont considérés comme services tiers, à moins d'arrangement contraire, les transports maritimes effectués directement entre deux pays au moyen de navires de l'un d'eux ainsi que les transports effectués entre deux bureaux d'un même pays par l'intermédiaire de services d'un autre pays.

4. Barring contrary agreement, maritime transportation effected directly between two countries by means of ships of one of them, as well as conveyance effected between two offices of one and the same country thru the intermediary of services of another country, is considered as a third service.

Third service.

5.—Sont considérés comme autres objets, en ce qui concerne le transit, les petits paquets, les journaux ou paquets de journaux et écrits périodiques expédiés en vertu de l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques ainsi que les boîtes avec valeur déclarée expédiées en vertu de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

5. Small packets, newspapers or packages of newspapers and periodicals sent by virtue of the Agreement concerning subscriptions to newspapers and periodicals, as well as insured boxes sent by virtue of the Agreement concerning insured letters and boxes, are considered as *other articles* in regard to transit.

Newspapers, etc.

6.—Les dépêches mal dirigées sont considérées, en ce qui concerne le payement des frais de transit, comme si elles avaient suivi leur voie normale.

6. Missent dispatches are considered, in regard to the payment of transit charges, as if they had followed their normal route.

Missent dispatches.

ARTICLE 76

Exemption de frais de transit.

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, les correspondances en franchise postale mentionnées à l'article 49, les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine, les envois réexpédiés, les rebuts, les

ARTICLE 76

Freedom from transit charges

The following are exempt from all territorial or maritime transit charges: The correspondence sent free of postage mentioned in Article 49; reply post cards returned to the country of origin; redirected articles; returned un-

Transit charges.

Matter exempt.

Ante, p. 2768.

avis de réception, les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal, notamment les plis concernant les virements postaux.

deliverable articles; return receipts; money orders; and all other documents relating to the postal service, particularly correspondence relative to postal checks.

ARTICLE 77

Services extraordinaires.

Les frais de transit spécifiés à l'article 75 ne s'appliquent pas au transport au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de cette catégorie de transports sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

ARTICLE 78

Payements et décomptes.

1.—Les frais de transit sont à la charge de l'Administration du pays d'origine.

2.—Le décompte général de ces frais a lieu d'après les données de relevés statistiques établis, une fois tous les trois ans, pendant une période de quatorze jours. Cette période est portée à vingt-huit jours pour les dépêches échangées moins de six fois par semaine par les services d'un pays quelconque.

Le Règlement détermine la période et la durée d'application des statistiques.

3.—Toute Administration est autorisée à soumettre à l'appréciation d'une Commission d'arbitres les résultats d'une statistique qui, d'après elle, différerait trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 11.

Les arbitres ont le droit de fixer en bonne justice le montant des frais de transit à payer.

ARTICLE 79

Echange de dépêches closes avec des bâtiments de guerre.

1.—Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des pays

ARTICLE 77

Extraordinary services

The transit charges specified in Article 75 do not apply to transportation by means of extraordinary services specially created or maintained by one Administration at the request of one or more other Administrations. The conditions for that class of conveyance are fixed by mutual agreement between the Administrations concerned.

ARTICLE 78

Payments and accounts

1. The cost of transit is borne by the Administration of the country of origin.

2. The general accounting for such charges is effected on the basis of statistics taken once every three years, during a period of fourteen days. That period is extended to twenty-eight days for dispatches exchanged less than six times a week thru the services of any country.

The Regulations determine the period and length of application of the statistics.

3. Any Administration is authorized to submit to a board of arbiters for consideration the results of statistics which, in its opinion, differ too greatly from reality. Such arbitration is effected in accordance with the provisions of Article 11.

The arbitrators are authorized to determine the proper amount of transit charges to be paid.

ARTICLE 79

Exchange of closed mails with warships

1. Closed mails may be exchanged between the post offices of any one of the contracting

Extraordinary services.

Transit charges.
Ante, p. 2782.

Payments and accounts.

Transit.

Basis for charges.

Arbitration of differences.

Ante, p. 2750.

Exchange with warships.

contractants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même pays en station à l'étranger, ou entre le commandant d'une de ces divisions navales ou d'un de ces bâtiments de guerre et le commandant d'une autre division ou d'un autre bâtiment du même pays, par l'intermédiaire des services territoriaux ou maritimes d'autres pays.

2.—Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après ses règlements intérieurs, par l'Administration des postes du pays auquel appartiennent les bâtiments.

3.—Sauf arrangement contraire entre les Administrations intéressées, l'Administration postale expéditrice ou destinataire des dépêches dont il s'agit est redevable, envers les Administrations intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 75.

countries and the commanding officers of naval divisions or warships of the same country stationed abroad, or between the commanding officer of one of those naval divisions or warships and the commanding officer of another division or ship of the same country, thru the intermediary of land or sea services of other countries.

2. Correspondence of all kinds comprised in such dispatches shall be exclusively addressed to or sent by the officers and crews of the ships of destination or origin of the mails; the rates and conditions of dispatch applicable to them are determined, according to its domestic regulations, by the Postal Administration of the country to which the ships belong.

3. Barring contrary agreement between the Administrations concerned, the Postal Administration dispatching or receiving the mails in question is indebted to the intermediate Administrations for transit charges calculated in accordance with the provisions of Article 75.

Restriction.

Payment to intermediate Administrations.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ARTICLE 80

Inobservation de la liberté de transit.

Lorsqu'un pays n'observe pas les dispositions de l'article 26 concernant la liberté de transit, les Administrations ont le droit de supprimer le service postal avec ce pays. Elles doivent donner préalablement avis de cette mesure par télégramme aux Administrations intéressées.

ARTICLE 81

Engagements.

Les Pays contractants s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs pouvoirs législatifs respectifs, les mesures nécessaires:

VARIOUS PROVISIONS

ARTICLE 80

Failure to observe liberty of transit

When a country does not observe the provisions of Article 26 concerning liberty of transit, Administrations have the right to discontinue postal service with that country. They must give advance notice of that measure by telegraph to the Administrations concerned.

ARTICLE 81

Obligations

The contracting countries undertake to adopt, or to propose to their respective legislative bodies, the necessary measures:

Liberty of transit.

Discontinuance, on failure to observe. *Ante*, p. 2756.

Obligations.

Measures to be proposed.

Punishing counterfeiting.

a) pour punir la contrefaçon des timbres-poste et des coupons-réponse internationaux;

(a) For punishing the counterfeiting of postage stamps and international reply coupons;

Fraudulent use of reply coupons, stamps, etc.

b) pour punir l'usage frauduleux des coupons-réponse internationaux et l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement d'envois postaux, de timbres-poste contrefaits ou ayant déjà servi ainsi que d'empreintes contrefaites ou ayant déjà servi de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;

(b) For publishing the fraudulent employment of international reply coupons and the fraudulent use, for the prepayment of mail articles, of counterfeit or used postage stamps, as well as of counterfeit or used impressions of stamping machines or printed indicia;

Fraudulent manufacture, etc., of stamps.

c) pour interdire et réprimer les opérations frauduleuses de fabrication, vente, colportage ou distribution de vignettes et timbres en usage dans le service des postes, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration d'un des Pays contractants;

(c) For prohibiting and suppressing the fraudulent manufacture, sale, peddling or distribution of embossed or adhesive stamps in use in the postal service which are counterfeited or imitated in such a way that they might be mistaken for embossed or adhesive stamps issued by the Administration of one of the contracting countries;

Fraudulent identity cards.

d) pour punir les opérations frauduleuses de fabrication et de mise en circulation de cartes d'identité postales ainsi que l'emploi frauduleux de ces cartes;

(d) For punishing the fraudulent manufacture and circulation of postal identity cards, as well as the fraudulent employment of such cards;

Unlawful mailing of narcotics.

e) pour empêcher et, le cas échéant, punir l'insertion d'opium, de morphine, de cocaïne et autres stupéfiants dans les envois postaux en faveur desquels cette insertion ne serait pas expressément autorisée par la Convention et les Arrangements.

(e) For preventing, and, if occasion arises, punishing the insertion of opium, morphine, cocaine and other narcotics in mail articles in favor of which such insertion is not expressly authorized by the Convention and Agreements.

DISPOSITIONS FINALES.

FINAL PROVISIONS

ARTICLE 82

ARTICLE 82

Mise à exécution et durée de la Convention.

Effective date and duration of the Convention

Effective date and duration.

La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} janvier 1935 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

The present Convention will become effective on January 1, 1935, and will remain in force for an indefinite period.

Signatures.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

In faith of which, the plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated have signed the present Convention in one copy, which will be filed in the Archives of the Government of Egypt, and a copy of which will be delivered to each party.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Done at Cairo, March 20, 1934.

- Pour l'Afghanistan:*
- Pour l'Union de l'Afrique du Sud:*
 POUR M. H. J. LENTON:
 F. G. W. TAYLOR.
 F. G. W. TAYLOR.
- Pour l'Albanie:*
 PAN. NASSE.
- Pour l'Allemagne:*
 K. ORTH.
 K. ZIEGLER.
 DR. W. SEEBASS.
- Pour les Etats-Unis d'Amérique:*
 JOHN E. LAMIELL.
 POUR GEORGE F. SMITH:
 JOHN E. LAMIELL.
- Pour l'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles Philippines:*
 JOHN E. LAMIELL.
 POUR GEORGE F. SMITH:
 JOHN E. LAMIELL.
- Pour les Iles Philippines:*
 FELIPE CUADERNO.
- Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite:*
 FAWZAN EL-SABEK.
- Pour la République Argentine:*
 R. R. TULA.
- Pour la Commonwealth de l'Australie:*
 POUR ARCHDALE PARKHILL:
 M. B. HARRY.
 M. B. HARRY.
- Pour l'Autriche:*
 DR. RUDOLF KUHN.
- Pour la Belgique:*
 O. SCHOCKAERT.
 E. MONS.
- Pour la Colonie du Congo belge:*
 G. TONDEUR.
- Pour la Bolivie:*
 ERNESTO CÁCERES.
 POUR EDMUNDO DE LA FUENTE:
 ERNESTO CÁCERES.
- Pour le Brésil:*
 C. M. DE FIGUEIREDO.
 J. SANCHEZ PEREZ.
- Pour la Bulgarie:*
 IV. KATZAROFF.
- Pour le Canada:*
 POUR ARTHUR SAUVÉ:
 E. J. UNDERWOOD.
 POUR H. BEAULIEU:
 E. J. UNDERWOOD.
 E. J. UNDERWOOD.
- Pour le Chili:*
 R. SUAREZ BARROS.
- Pour la Chine:*
 HOO CHI-TSAI.
 CHANG HSIN-HAI.
 HUANG NAI-SHU.
- Pour la République de Colombie:*
 E. ZAULDÚA P.
- Pour la République de Costa-Rica:*
 Ad Referendum,
 P. MARTINEZ T.
- Pour la République de Cuba:*
 ALFREDO ASSIR.
- Pour le Danemark:*
 C. MONDRUP.
 ARNE KROG.
- Pour la Ville libre de Danzig:*
 R. STARZYŃSKI.
- Pour la République Dominicaine:*
 LUIS ALEJANDRO AGUILAR.
- Pour l'Égypte:*
 M. CHARARA.
 E. MAGGIAR.
 S. A. GHALWASH.
- Pour l'Équateur:*
 E. L. ANDRADE.
- Pour l'Espagne:*
 ALONSO CARO.
 A. RAMOS.
- Pour l'ensemble des Colonies espagnoles:*
 DEMETRIO PEREDA.
- Plenipotentiaries.

Plenipotentiaries—
Continued.

Pour l'Estonie:

G. E. F. ALBRECHT.

Pour l'Ethiopie:

ALAMOÛ TCH.

Pour la Finlande:

G. E. F. ALBRECHT.

Pour la France:

M. LEBON.

L. GENTHON.

P. GRANDSIMON.

A. CABANNE.

DUSSERRE.

Pour l'Algérie:

E. HUGUENIN.

*Pour les Colonies et Protectorats
français de l'Indochine:*

NICOLAS.

*Pour l'ensemble des autres Colonies
françaises:*

J. CASSAGNAC.

*Pour le Royaume-Uni de la Grande-
Bretagne et de l'Irlande du Nord:*

F. H. WILLIAMSON.

W. G. GILBERT.

D. O. LUMLEY.

Pour la Grèce:

V. DENDRAMIS.

J. LACHNIDAKIS.

Pour le Guatemala:

VICTOR DURÁN M.

Pour la République d'Haïti:

Pour la République du Honduras:

DR. TUCCIMEI.

Pour la Hongrie:

GABRIEL BARON SZALAY.

CHARLES DE FORSTER.

Pour l'Inde britannique:

P. N. MUKERJI.

S. C. GUPTA.

MOHD. AL HASAN.

Pour l'Iraq:

DOUGLAS W. GUMBLEY.

JOS. SHAUL.

Pour l'Etat libre d'Irlande:

P. S. Ó'H-ÉIGEARTAIGH.

S. S. PUIRSÉAL.

Pour l'Islande:

C. MONDRUP.

ARNE KROG.

Pour l'Italie:

PIETRO TOSTI.

GALDI MICHELE.

*Pour l'ensemble des Colonies ita-
liennes:*

DONATO CRETY.

Pour le Japon:

MASAO SEKI.

T. HARIMA.

J. KAGEYAMA.

Pour le Chosen:

MASAO SEKI.

RYUZO KAWAZURA.

*Pour l'ensemble des autres Dé-
pendances japonaises:*

T. HARIMA.

H. FUJIKAWA.

Pour la Lettonie:

DR. REINHOLD FURRER.

LS ROULET.

*Pour les Etats du Levant sous
Mandat français (Syrie et
Liban):*

CIANFARELLI.

L. PERNOT.

Pour la République de Libéria:

Pour la Lithuanie:

Pour le Luxembourg:

*Pour le Maroc (à l'exclusion de la
Zone espagnole):*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole):

A. RAMOS.

Pour le Mexique:

P. MARTINEZ T.

Pour le Nicaragua:

VICTOR DURÁN M.

Pour la Norvège:

KLAUS HELSING.

OSKAR HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande:

G. McNAMARA.

Pour la République de Panama:

E. ZALDÚA P.

Pour le Paraguay:

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas:

DUYNSTEE.

V. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam:

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises:

PERK.

BRIL.

HOOGWOONING.

Pour le Pérou:

ERNESTO CÁCERES.

POU EDMUNDO DE LA
FUENTE.

ERNESTO CÁCERES.

Pour la Perse:

S. A. RAD.

R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne:

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal:

A. DE Q. R. VAZ PINTO.

A. C. BIANCHI.

*Pour les Colonies portugaises de
l'Afrique occidentale:*

ERNESTO JULIO NAVARRO.

*Pour les Colonies portugaises de
l'Afrique orientale, de l'Asie et de
l'Océanie:*MARIO CORRÊA BARATA DA
CRUZ.*Pour la Roumanie:*

ILARIU MANEANU.

CONST. STEFANESCU.

Pour la République de Saint-Marin:

CRETY DONATO.

*Pour la République de El Salvador:**Pour le Territoire de la Sarre:**Pour le Siam:**Pour la Suède:*

ANDERS ÖRNE.

GUNNAR LAGER.

ARVID BILDT. /

Pour la Confédération Suisse:

DR. REINHOLD FURRER.

LS ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie:

VÁCLAV KUCERA.

JOSEF RADA.

Pour la Tunisie:

H. DUTEIL.

Pour la Turquie:

YUSUF ARIFI.

M. SAKIN.

M. TEVFIK.

*Pour l'Union des Républiques So-
viétiques Socialistes:*

DR. EUGÈNE HIRSCHFELD

DR. S. RAPOPORT.

HEL. SEREBRIAKOVA.

*Pour la République O. de l'Uru-
guay:*

ARTURO C. MASANÉS.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

MGR. GIUSEPPE MAZZOLI.

Pour les Etats-Unis de Vénézuëla:

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

*Pour l'Yémen:**Pour le Royaume de Yougoslavie:*

KOSTA ZLATANOVITCH.

Plenipotentiaries—
Continued.

Plenipotentiaries—
Continued.

La délégation de l'Union de l'Afrique du Sud déclare que l'acceptation par elle de la présente Convention comprend le Territoire sous mandat de l'Afrique du Sud-Ouest.

Le Caire, le 20 mars 1934.

POUR M. H. J. LENTON:

F. G. W. Taylor.

F. G. W. Taylor.

La délégation de la Commonwealth de l'Australie déclare que l'acceptation par elle de la présente Convention comprend les Territoires d'outre-mer ou Territoires sous mandat énumérés ci-après:

Lord Howe Island.

Nauru.

Norfolk Island.

Papua.

Le Territoire de la Nouvelle-Guinée et les autres Territoires de l'Océan Pacifique sous mandat de la Commonwealth de l'Australie.

Le Caire, le 20 mars 1934.

POUR ARCHDALE PARKHILL:

M. B. HARRY.

M. B. HARRY.

La délégation de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord déclare que l'acceptation par elle de la présente Convention comprend les Colonies, Territoires d'outre-mer, Protectorats ou Territoires sous suzeraineté ou sous mandat énumérés ci-après:

Terre-Neuve.

Rhodésia du Sud.

Les Territoires de la *South African High Commission*:

(a) Bechuanaland (Protectorat),

(b) Basutoland,

(c) Swaziland.

Bahamas (Iles).

Barbade.

Bermudes.

Guyane britannique.

Honduras britannique.

The delegation of the Union of South Africa declares that the acceptance by it of the present Convention comprises the Mandated Territory of South-West Africa.

Cairo, March 20, 1934.

The delegation of the Commonwealth of Australia declares that the acceptance by it of the present Convention comprises the Oversea Territories and Mandated Territories enumerated below:

Lord Howe Island.

Nauru.

Norfolk Island.

Papua.

The Territory of New Guinea and the other Territories in the Pacific Ocean under Mandate of the Commonwealth of Australia.

Cairo, March 20, 1934

The delegation of Great Britain and Northern Ireland declares that the acceptance by it of the present Convention comprises the Colonies, Oversea Territories, Protectorates or Territories under Suzerainty or under Mandate enumerated below:

Newfoundland.

Southern Rhodesia.

The Territories of the South African High Commission:

(a) Bechuanaland (Protectorate),

(b) Basutoland,

(c) Swaziland.

Bahamas (Islands).

Barbados.

Bermuda.

British Guiana.

British Honduras.

Ceylan.	Ceylon.
Chypre.	Cyprus.
Falkland (Iles et Dépendances).	Falkland (Islands and Depend- encies).
Fidji (Iles).	Fiji (Islands).
Gambie (Colonie et Protectorat).	Gambia (Colony and Protecto- rate).
Gibraltar.	Gibraltar.
Côte d'Or:	Gold Coast:
(a) Colonie,	(a) Colony,
(b) Ashanti,	(b) Ashanti,
(c) Territoires du Nord,	(c) Northern Territories,
(d) Togoland sous mandat bri- tannique.	(d) Togoland under British Mandate.
Hong-Kong.	Hong Kong.
Jamaïque (y compris les îles Turques, Caïques et Cayman).	Jamaica (including Turks, Caicos, and Cayman Islands).
Kenya (Colonie et Protectorat).	Kenya (Colony and Protectorate)
Iles Leeward:	Leeward Islands:
Antigua.	Antigua.
Dominique.	Dominica.
Montserrat.	Montserrat.
St-Christophe et Nevis.	St. Christopher and Nevis.
Vierges (Iles).	Virgin (Islands).
Etats malais:	Malay States:
(a) Etats malais fédérés:	(a) Federated Malay States:
Negri Sembilan.	Negri Sembilan.
Pahang.	Pahang.
Perak.	Perak.
Selangor.	Selangor.
(b) Etats malais non fédérés:	(b) Non-Federated Malay States:
Johore.	Johore.
Kedah.	Kedah.
Kelantan.	Kelantan.
Perlis.	Perlis.
Trengganu.	Trengganu.
Brunei.	Brunei.
Malte.	Malta.
Maurice.	Mauritius.
Nigéria:	Nigeria:
(a) Colonie,	(a) Colony,
(b) Protectorat,	(b) Protectorate,
(c) Cameroun sous mandat bri- tannique.	(c) Cameroons under British Mandate.
Bornéo du Nord (Etat).	North Borneo (State).
Rhodésia du Nord.	Northern Rhodesia.
Nyasaland (Protectorat).	Nyasaland (Protectorate).
Palestine et Transjordanie.	Palestine and Trans-Jordan.
Ste-Hélène et Ascension.	St. Helena and Ascension.
Sarawak.	Sarawak.
Seychelles.	Seychelles.
Sierra Leone (Colonie et Protec- torat).	Sierra Leone (Colony and Pro- tectorate).
Somaliland (Protectorat).	Somaliland (Protectorate).
Straits Settlements.	Straits Settlements.

Plenipotentiaries—
Continued.

Tanganyika (Territoire).
Trinité et Tobago.
Uganda (Protectorat).
Iles du Pacifique de l'Ouest:
Salomon (Iles) (Protectorat).

Gilbert et Ellice (Iles) (Colo-
nie).
Tonga.
Iles Windward:
Grenade.
Ste-Lucie.
St-Vincent.
Zanzibar (Protectorat).

Le Caire, le 20 mars 1934.

F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
D. O. LUMLEY.

La délégation de la Nouvelle-
Zélande déclare que l'acceptation
par elle de la présente Convention
comprend le Territoire sous man-
dat de Samoa occidental.

Le Caire, le 20 mars 1934.

G. McNAMARA.

Tanganyika (Territory).
Trinidad and Tobago.
Uganda (Protectorate).
West Pacific Islands:
Solomon (Islands) (Protec-
torate).
Gilbert and Ellice (Islands)
(Colony).
Tonga.
Windward Islands:
Grenada.
St. Lucia.
St. Vincent.
Zanzibar (Protectorate).

Cairo, March 20, 1934.

The delegation of New Zealand
declares that the acceptance by it
of the present Convention com-
prises the Mandated Territory of
Western Samoa.

Cairo, March 20, 1934.

Ratified and ap-
proved by Postmaster
General.
Vol. 46, p. 2523.

Having examined and considered the provisions of the foregoing
Convention, signed at Cairo on the 20th day of March, 1934, revising
the Universal Postal Convention which was concluded at London on
the 28th day of June, 1929; the same is by me, by virtue of the powers
vested by law in the Postmaster General, hereby ratified and ap-
proved, by and with the advice and consent of the President of the
United States of America.

Ante, p. 2747.

This ratification is applicable to the United States of America, the
insular possessions of the United States of America mentioned in
Article 8 (1°), and to Samoa and the Panama Canal Zone.

In witness whereof, I have caused the seal of the Post Office
Department of the United States of America to be hereto affixed this
thirteenth day of September, 1934.

[SEAL]

JAMES A FARLEY
Postmaster General.

Approval by the
President.

I hereby approve the above-mentioned Convention, and in testi-
mony thereof have caused the seal of the United States of America
to be hereto affixed.

[SEAL]

FRANKLIN D ROOSEVELT

By the President:
CORDELL HULL
Secretary of State

Washington, October 4, 1934.

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION

FINAL PROTOCOL OF THE CONVENTION

Final protocol.

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

At the moment of proceeding to sign the Universal Postal Convention concluded on the present date, the undersigned plenipotentiaries have agreed as follows:

Agreement of Plenipotentiaries.

I

I

Retrait. Modification d'adresse.

Withdrawal. Change of address

Withdrawal or change of address.

Les dispositions de l'article 51 ne s'appliquent pas à la Grande-Bretagne, ni aux Dominions, Colonies et Protectorats britanniques, dont la législation intérieure ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse de correspondances à la demande de l'expéditeur.

The provisions of Article 51 do not apply to Great Britain, nor to the British Dominions, Colonies and Protectorates, whose domestic legislation does not permit the withdrawal or change of address of correspondence at the request of the sender.

Provisions not applicable to Great Britain, etc.

II

II

Equivalentes. Limites maxima et minima.

Equivalentes. Maximum and minimum limits

1.—Chaque pays a la faculté de majorer de 40 % ou de réduire de 20% au maximum les taxes prévues à l'article 34, § 1, conformément aux indications du tableau ci-après:

1. Each country has the option of increasing by 40 per cent, or of decreasing by 20 per cent, at most, the postage rates fixed by Article 34, Section 1, in accordance with the indications of the following table:

Limiting rates.

Ante, p. 2759.

Table.

	Limites inférieures	Limites supérieures
	Centimes	Centimes
Lettres {premier échelon.....	20	35
{ par échelon supplémentaire.....	12	21
{ simples.....	12	21
Cartes postales avec réponse payée.....	24	42
Papiers d'affaires, par 50 grammes.....	4	7
minimum de taxe.....	20	35
Imprimés, par 50 grammes.....	4	7
Impressions en relief pour les aveugles, par 1000 grammes.....	2,4	4,2
Echantillons de marchandises, par 50 grammes.....	4	7
minimum de taxe.....	8	14
Petits paquets, par 50 grammes.....	8	14
minimum de taxe.....	40	70

	Minimum limits	Maximum limits
	Centimes	Centimes
Letters:		
First unit.....	20	35
Each additional unit.....	12	21
Post cards:		
Single.....	12	21
With reply paid.....	24	42
Commercial papers:		
Each 50 grams.....	4	7
Minimum charge.....	20	35
Prints: Each 50 grams.....	4	7
Raised print for the blind: Each 1,000 grams.....	2,4	4,2
Samples of merchandise:		
Each 50 grams.....	4	7
Minimum charge.....	8	14
Small packets:		
Each 50 grams.....	8	14
Minimum charge.....	40	70

Les taxes choisies doivent, autant que possible, être entre elles dans les mêmes proportions que les taxes de base, chaque Administration ayant la faculté d'arrondir ses taxes suivant les convenances de son système monétaire.

The rates chosen shall, as far as possible, be in the same proportion among themselves as the basic rates, each Administration having the option of rounding off its rates to suit the convenience of its monetary system.

Basis of changed rates.

Post cards.

2.—Il est loisible à chaque pays de réduire à 10 centimes la taxe de la carte postale simple et à 20 centimes celle de la carte postale avec réponse payée.

2. It is permissible for any country to reduce the postage on single post cards to 10 centimes, and that on reply post cards to 20 centimes.

Unpaid or deficient postage.

3.—Le tarif adopté par un pays s'applique aux taxes à percevoir à l'arrivée par suite d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement.

3. The rates adopted by a country are applicable to the charges to be collected upon arrival as a result of absence or insufficiency of prepayment.

III

Avoirdupois ounce.

Once avoirdupois.

III

Avoirdupois ounce

Optional substitution of equivalent in grams.

Il est admis, par mesure d'exception, que les pays qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal, ont la faculté d'y substituer l'once avoirdupois (28,3465 grammes) en assimilant 1 once à 20 grammes pour les lettres et 2 onces à 50 grammes pour les papiers d'affaires, imprimés, échantillons et petits paquets.

It is agreed, as an exceptional measure, that countries which, on account of their domestic legislation, can not adopt the decimal metric system of weights, have the option of substituting therefor the avoirdupois ounce (28.3465 grams), assimilating one ounce to 20 grams for letters and 2 ounces to 50 grams for commercial papers, prints, samples and small packets.

IV

Mailing correspondence in another country.

*Dépôt de correspondances à l'étranger.**Mailing of correspondence in another country*

Prevention, etc.

Aucun pays n'est tenu d'ache-miner, ni de distribuer aux destinataires, les envois que des expéditeurs quelconques domiciliés sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger en vue de bénéficier des taxes plus basses qui y sont établies. La règle s'applique sans distinction, soit aux envois préparés dans le pays habité par l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois confectionnés dans un pays étranger. L'Administration intéressée a le droit, ou de renvoyer les objets en question à l'origine, ou de les frapper de ses taxes intérieures. Les modalités de la perception des taxes sont laissées à son choix.

No country is bound to forward or deliver to addressees articles which any senders domiciled on its territory mail or cause to be mailed in a foreign country with a view to profiting by lower rates which are established there. The rule applies, without distinction, either to articles prepared in the country inhabited by the sender and subsequently transported across the border, or to articles prepared in a foreign country. The Administration concerned has the right either to return the articles in question to origin or to charge them with its domestic postage rates. The methods of collecting the charges are left to its discretion.

V

Reply coupons.

Coupons-réponse.

V

Reply coupons

Sale optional.

Les Administrations ont la faculté de ne pas se charger du débit des coupons-réponse.

Administrations have the option of not undertaking the sale of reply coupons.

VI

Droit de recommandation.

Les pays qui ne peuvent pas fixer à 40 centimes le droit de recommandation prévu à l'article 54, § 2, sont autorisés à percevoir un droit pouvant s'élever jusqu'à 50 centimes ou éventuellement jusqu'au taux fixé pour leur service intérieur.

VII

Services aériens.

Les dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne sont annexées à la Convention postale universelle et sont considérées comme faisant partie intégrante de celle-ci et de son Règlement.

Toutefois, par dérogation aux dispositions générales de la Convention, la modification de ces dispositions peut être envisagée de temps à autre par une Conférence comprenant les représentants des Administrations directement intéressées.

Cette Conférence peut être convoquée par l'intermédiaire du Bureau international à la demande de trois au moins de ces Administrations.

L'ensemble des dispositions proposées par cette Conférence devra être soumis, par l'intermédiaire du Bureau international, au vote des Pays de l'Union. La décision sera prise à la majorité des voix exprimées.

VIII

Frais spéciaux de transit par le Transsibérien et le Transandin.

Par dérogation aux dispositions de l'article 75, § 1 (Tableau), l'Administration postale de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes est autorisée à percevoir les frais de transit par la voie du Transsibérien pour les deux directions (Mandchourie ou Vladi-

VI

Registration fee

Countries which can not fix at 40 centimes the registration fee contemplated by Article 54, Section 2, are authorized to collect a fee which may amount to as much as 50 centimes, or their domestic registration fee if this is higher.

VII

Air services

The provisions concerning the transportation of regular mails by air are appended to the Universal Postal Convention and are considered as forming an integral part of it and its Regulations.

However, by exception to the general provisions of the Convention, the modification of those provisions may be undertaken from time to time by a Conference comprising the representatives of the Administrations directly interested.

That Conference may be called together thru the intermediary of the International Bureau, at the request of three at least of those Administrations.

All the provisions proposed by that Conference shall be submitted, thru the medium of the International Bureau, to the other countries of the Union, to be voted upon. The decision will be made on a majority of the votes cast.

VIII

Special transit charges for the Trans-Siberian and Trans-Andean routes

By exception to the provisions of Article 75, Section 1 (Table), the Postal Administration of the Union of Socialistic Soviet Republics is authorized to collect transit charges for the Trans-Siberian Railway for both routes (Mandchuria or Vladivostok) at the rate

Registration fee.
Increase permitted.
Ante, p. 2772.

Air services.
Provisions concerning, considered part of Convention.

Modification permitted.

Conference at call of International Bureau.

Submission of proposals.

Trans-Siberian and Trans-Andean routes.

Special transit charges allowed.
Ante, p. 2782.

vostok), à raison de 4 francs 50 par kilogramme de lettres et de cartes postales et de 50 centimes par kilogramme d'autres objets, pour les distances dépassant 6000 kilomètres.

Argentine Republic.

L'Administration de la République Argentine est autorisée à percevoir un supplément de 30 centimes sur les frais de transit mentionnés à l'article 75, § 1, chiffre 1^o, de la Convention, pour chaque kilogramme de correspondance de toute nature transportée en transit par la section argentine du "Ferrocarril Trasan-dino".

IX

Frais spéciaux de transit par la République O. de l'Uruguay.

Uruguay.

Exceptionnellement, la République O. de l'Uruguay est autorisée à percevoir pour toutes les dépêches d'outre-mer débarquées à Montevideo qu'elle réachemine par ses propres services sur les pays au delà, les frais de transit territoriaux prévus par l'article 75, soit 60 centimes par kilogramme de lettres et de cartes postales et 8 centimes par kilogramme d'autres objets.

X

Frais d'entrepôt spéciaux à Aden.

Special warehousing charges at Aden.

A titre exceptionnel, l'Administration de l'Inde britannique est autorisée à percevoir une taxe de 40 centimes par sac pour les sacs entreposés à Aden, pourvu que l'Administration indo-britannique ne reçoive aucun droit de transit territorial ou maritime pour les sacs de l'espèce.

XI

Frais spéciaux de transbordement.

Transshipment at Lisbon.

Exceptionnellement, l'Administration portugaise est autorisée à percevoir 40 centimes par sac pour toutes les dépêches transbordées au port de Lisbonne.

of 4 francs 50 centimes per kilogram of letters and post cards and 50 centimes per kilogram of other articles, for distances exceeding 6,000 kilometers.

The Administration of the Argentine Republic is authorized to collect a charge of 30 centimes in addition to the transit charges mentioned in Article 75, Section 1, Figure 1^o, of the Convention, for each kilogram of correspondence of any kind carried in transit by the Argentine section of the Trans-Andean Railway.

IX

Special transit charges for the Eastern Republic of Uruguay

As an exceptional measure, the Eastern Republic of Uruguay is authorized to collect, for all oversea dispatches unloaded at Montevideo which it forwards by its own services to countries beyond, the territorial transit charges contemplated by Article 75, or 60 centimes per kilogram of letters and post cards and 8 centimes per kilogram of other articles.

X

Special warehousing charges at Aden

As an exceptional measure, the Administration of British India is authorized to collect a charge of 40 centimes per sack for sacks warehoused at Aden, provided that the British Indian Administration does not receive any territorial or maritime transit charges for such sacks.

XI

Special charges for transshipment

As an exceptional measure, the Portuguese Administration is authorized to collect 40 centimes per sack for all mails transhipped at the port of Lisbon.

XII

Protocole laissé ouvert aux Pays non représentés.

L'Afghanistan, la République d'Haïti, la République de Libéria, le Luxembourg, la République de El Salvador, le Territoire de la Sarre, le Siam et l'Yémen, qui font partie de l'Union postale, ne s'étant pas fait représenter au Congrès, le Protocole leur reste ouvert pour adhérer à la Convention et aux Arrangements qui y ont été conclus, ou seulement à l'un ou à l'autre d'entre eux.

XIII

Protocole laissé ouvert aux Pays représentés pour signatures et adhésions.

Le Protocole demeure ouvert en faveur des Pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la Convention ou un certain nombre seulement des Arrangements arrêtés par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres Arrangements signés ce jour, ou à l'un ou à l'autre d'entre eux.

XIV

Délai pour la notification des adhésions.

Les adhésions prévues aux articles XII et XIII devront être notifiées, en la forme diplomatique, par les Gouvernements intéressés au Gouvernement de l'Égypte et par celui-ci aux autres États de l'Union. Le délai accordé auxdits Gouvernements pour cette notification expirera le 1^{er} janvier 1935.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention à laquelle il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

XII

Protocol left open to the countries not represented

As Afghanistan, the Republic of Haiti, the Republic of Liberia, Luxembourg, the Republic of El Salvador, the Saar Territory, Siam and Yemen, which form part of the Postal Union, were not represented at the Congress, the Protocol remains open to them in order that they may adhere to the Convention and Agreements concluded there, or merely to one or another of them.

Protocol left open to countries not represented at Congress.

XIII

Protocol left open to the countries represented for signatures and adhesions

The Protocol remains open to those countries whose representatives have today signed only the Convention or only a certain number of the Agreements drawn up by the Congress, for the purpose of permitting them to adhere to the other Agreements signed on this date, or to one or another of them.

Protocol left open for further signatures.

XIV

Period for notification of adhesions

The adhesions contemplated in Articles XII and XIII shall be communicated by the respective Governments, thru diplomatic channels, to the Government of Egypt, and by the latter to the other States of the Union. The period which is allowed to the said Governments to make such notification will expire on January 1, 1935.

Period for notifying adhesions.

In faith of which, the undersigned plenipotentiaries have drawn up the present Protocol, which will have the same force and validity as if its provisions were included in the text itself of the Convention to which it relates, and they have signed it in one copy, which will be filed in the Archives of the Government of Egypt, and a copy of which will be delivered to each party.

Signatures.

Done at Cairo, March 20, 1934.

Plenipotentiaries.

*Pour l'Afghanistan:**Pour l'Union de l'Afrique du Sud:*

POUR M. H. J. LENTON:
 F. G. W. TAYLOR.
 F. G. W. TAYLOR.

Pour l'Albanie:

PAN. NASSE.

Pour l'Allemagne:

K. ORTH.
 K. ZIEGLER.
 DR. W. SEEBASS.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

JOHN E. LAMIELL.
 POUR GEORGE F. SMITH:
 JOHN E. LAMIELL.

Pour l'ensemble des Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique autres que les Iles Philippines:

JOHN E. LAMIELL.
 POUR GEORGE F. SMITH:
 JOHN E. LAMIELL.

Pour les Iles Philippines:

FELIPE CUADERNO.

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite:

FAWZAN EL SABEK.

Pour la République Argentine:

R. R. TULA.

Pour la Commonwealth de l'Australie:

POUR ARCHDALE PARKHILL:
 M. B. HARRY.
 M. B. HARRY.

Pour l'Autriche:

DR. RUDOLF KUHN.

Pour la Belgique:

O. SCHOCKAERT.
 E. MONS.

Pour la Colonie du Congo belge:

G. TONDEUR.

Pour la Bolivie:

ERNESTO CÁCERES.
 POUR EDMUNDO DELA FUENTE:
 ERNESTO CÁCERES.

Pour le Brésil:

C. M. DE FIGUEIREDO.
 J. SANCHEZ PEREZ.

Pour la Bulgarie:

IV. KATZAROFF.

Pour le Canada:

POUR ARTHUR SAUVÉ:
 E. J. UNDERWOOD.
 POUR H. BEAULIEU:
 E. J. UNDERWOOD.
 E. J. UNDERWOOD.

Pour le Chili:

R. SUAREZ BARROS

Pour la Chine:

HOO CHI-TSAI.
 CHANG HSIN-HAI.
 HUANG NAI-SHU.

Pour la République de Colombie:

E. ZALDÚA P.

Pour la République de Costa-Rica:

AD REFERENDUM,
 P. MARTINEZ T.

Pour la République de Cuba:

ALFREDO ASSIR.

Pour le Danemark:

C. MONDRUP.
 ARNE KROG.

Pour la Ville libre de Danzig:

R. STARZYŃSKI.

Pour la République Dominicaine:

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

Pour l'Égypte:

M. CHARARA.
 E. MAGGIAR.
 S. A. GHALWASH.

- Pour l'Equateur:*
E. L. ANDRADE.
- Pour l'Espagne:*
ALONSO CARO.
A. RAMOS.
- Pour l'ensemble des Colonies espagnoles:*
DEMETRIO PEREDA.
- Pour l'Estonie:*
G. E. F. ALBRECHT.
- Pour l'Ethiopie:*
ALAMOUCHE.
- Pour la Finlande:*
G. E. F. ALBRECHT.
- Pour la France:*
M. LEBON.
L. GENTHON.
P. GRANDSIMON.
A. CABANNE.
DUSSERRE.
- Pour l'Algérie:*
E. HUGUENIN.
- Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine:*
NICOLAS.
- Pour l'ensemble des autres Colonies françaises:*
J. CASSAGNAC.
- Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord:*
F. H. WILLIAMSON.
W. G. GILBERT.
D. O. LUMLEY.
- Pour la Grèce:*
V. DENDRAMIS.
J. LACHNIDAKIS.
- Pour la Guatémala:*
VICTOR DURÁN M.
- Pour la République d'Haïti:*
- Pour la République du Honduras:*
DR. TUCCIMEI.
- Pour la Hongrie:*
GABRIEL BARON SZALAY.
CHARLES DE FORSTER.
- Pour l'Inde britannique:*
P. N. MUKERJI.
S. C. GUPTA.
MOHD. AL HASAN.
- Pour l'Iraq:*
DOUGLAS W. GUMBLEY.
JOS. SHAUL.
- Pour l'Etat libre d'Irlande:*
P. S. O'HÉIGEARTAIGH.
S. S. PUIRSÉAL.
- Pour l'Islande:*
C. MONDRUP.
ARNE KROG.
- Pour l'Italie:*
PIETRO TOSTI.
GALDI MICHELE.
- Pour l'ensemble des Colonies italiennes:*
CRETY DONATO.
- Pour le Japon:*
MASAO SEKI.
T. HARIMA.
J. KAGEYAMA.
- Pour le Chosen:*
MASAO SEKI.
RYUZO KAWAZURA.
- Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises:*
T. HARIMA.
H. FUJIKAWA.
- Pour la Lettonie:*
DR. REINHOLD FURBER.
LS ROULET.

Plenipotentiaries—
Continued.

*Pour les Etats du Levant sous
Mandat français (Syrie et Li-
ban):*

CIANFARELLI.
L. PERNOT.

Pour la République de Libéria:

Pour la Lithuanie:

Pour le Luxembourg:

*Pour le Maroc (à l'exclusion de la
Zone espagnole):*

H. DUTEIL.

Pour le Maroc (Zone espagnole):

A. RAMOS.

Pour le Mexique:

P. MARTINEZ T.

Pour le Nicaragua:

VICTOR DURÁN M.

Pour la Norvège:

KLAUS HELSING.
OSKAR HOMME.

Pour la Nouvelle-Zélande:

G. McNAMARA.

Pour la République de Panama:

E. ZALDÚA P.

Pour le Paraguay:

R. R. TULA.

Pour les Pays-Bas:

DUYNSTEE.
V. GOOR.

Pour Curaçao et Surinam:

HOOGWOONING.

Pour les Indes néerlandaises:

PERK.
BRIL.
HOOGWOONING.

Pour le Pérou:

ERNESTO ÁCERES.
POUR EDMUNDO DE LA
FUENTE: ERNESTO CÁ-
CERES.

Pour la Perse:

S. A. RAD.
R. ARDJOMENDE.

Pour la Pologne:

R. STARZYŃSKI.

Pour le Portugal:

A. DE Q. R. VAZ PINTO.
A. C. BIANCHI.

*Pour les Colonies portugaises de
l'Afrique occidentale:*

ERNESTO JULIO NAVARRO.

*Pour les Colonies portugaises de
l'Afrique orientale, de l'Asie et de
l'Océanie:*

MARIO CORRÊA BARATA DA
CRUZ.

Pour la Roumanie:

ILARIU MANEANU.
CONST. STEFANESCU.

*Pour la République de Saint-
Marin:*

CRETY DONATO.

Pour la République de El Salvador:

Pour le Territoire de la Sarre:

Pour le Siam:

Pour la Suède:

ANDERS ÖRNE.
GUNNAR LAGER.
ARVID BILDT.

Pour la Confédération Suisse:

DR. REINHOLD FURRER.
LS ROULET.

Pour la Tchécoslovaquie:

VÁCLAV KUČERA.
JOSEF RADA.

Pour la République O. de l'Uruguay:

ARTURO C. MASANÉS.

Plenipotentiaries—
Continued.

Pour la Tunisie:

H. DUTEIL.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

MGR. GIUSEPPE MAZZOLI.

Pour la Turquie:

YUSEF ARIFI.
M. SAKIN.
M. TEVFIK.

Pour les Etats-Unis de Vénézuëla:

LUIS ALEJANDRO AGUILAR.

Pour l'Yémen:

*Pour l'Union des Républiques
Soviétiques Socialistes:*

DR. EUGÈNE HIRSCHFELD.
DR. S. RAPOPORT.
HEL. SEREBRIAKOVA.

Pour le Royaume de Yougoslavie:

KOSTA ZLATANOVITCH.

Having examined and considered the provisions of the foregoing Final Protocol, signed at Cairo on the 20th day of March, 1934, relative to the Universal Postal Convention of Cairo, signed the same day; the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster General, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States of America.

Final Protocol ap-
proved by Postmaster
General.

This ratification is applicable to the United States of America, the insular possessions of the United States of America mentioned in Article 8 (1°), and to Samoa and the Panama Canal Zone.

Ante, p. 2747.

In witness whereof, I have caused the seal of the Post Office Department of the United States of America to be hereto affixed this thirteenth day of September, 1934.

[SEAL]

JAMES A FARLEY
Postmaster General

I hereby approve the above-mentioned Final Protocol, and in testimony thereof have caused the seal of the United States of America to be hereto affixed.

Approval by the
President.

[SEAL]

FRANKLIN D ROOSEVELT

By the President:

CORDELL HULL
Secretary of State

Washington, October 4, 1934.